

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

*La Syrie dans la
perspective
marxiste*

**De la colonisation
française
à la guerre civile**

Parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL !

- « programme communiste » - Revue théorique en français -

Prix au numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / 2'000 CFA / USA + Cdn US \$ 8 / Amérique latine US \$ 2. Abonnement simple: Le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: Pour 4 numéros: 50 € / 100 FS / £ 30 / 16'000 CFA / USA + Cdn US \$ 50 / Amérique latine US \$ 20

- « le prolétaire » - Journal bimestriel -

Le numéro: 1 € / 3 FS / £ 1 / 350 CFA. Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 € / 30 FS / £ 10 / 1'500 CFA. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20 / 3'000 CFA

- « il comunista » - Journal bimestriel en italien -

Le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 8 € / 25 FS / £ 6. Abonnement de soutien: 16 € / 50 FS / £ 12.

- « el programa comunista » - Revue théorique en espagnol -

Le numéro: 4 € / Amérique latine: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 4 / 8 FS / £ 4 / 25 Krs. Prix de soutien, le numéro: 8 € / Amérique latine: US \$ 4 / USA et Cdn: US \$ 8 / 16 FS / £ 8 / 50 Krs.

- « el proletario » - Journal en espagnol -

Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.

- « Proletarian » - Supplément en anglais à «le prolétaire» -

Le numéro: 1 €, £ 1, 3 CHF.

CORRESPONDANCE

France: Programme,
B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07
Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano
Espagne: Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

Notre site Internet : www.pcint.org
Adresses e-mail :
leproletaire@pcint.org

Supplément à «programme communiste» n° 102, Revue théorique du parti communiste international - ISSN - 0033 - 037 X
Imprimés par nos soins en mars 2015

- TABLE DES MATIERES -

● INTRODUCTION	3
● PREMIERE PARTIE	
➤ La domination sanglante de l'impérialisme français («le prolétaire», N° 500, Mai-Septembre 2011)	6
➤ La domination française («le prolétaire», N° 501, Octobre 2011 / Janvier 2012; «le prolétaire», N° 502, Février - Avril 2012)	10
➤ La Syrie indépendante («le prolétaire», N° 504, Août - Octobre 2012 ; «le prolétaire», N° 506, Janvier - Février - Mars 2013)	23
➤ L'économie syrienne («le prolétaire», N° 507, Avril - Mai 2013)	37
➤ Quelques chiffres économiques de la Syrie	43
● DEUXIEME PARTIE	
➤ Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan! («le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014)	45
➤ A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie ! («le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014)	55
➤ Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre ! (Prises de position sur www.pcint.org - 24.08.2013 / publié dans «le prolétaire», N° 509, Oct. - Nov. - Déc. 2013)	60
➤ La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres ! (Prises de position sur www.pcint.org - 22.04.2011)	64

INTRODUCTION

Depuis l'éclatement il y a 4 ans des premières manifestations pacifiques contre le régime, manifestations qui, en dépit ou à cause d'une répression bestiale, se sont ensuite transformées en révolte armée, puis en véritable guerre civile, les combats en Syrie ont fait des centaines de milliers de victimes: l'ONU estimait cet été qu'ils avaient causé près de 200.000 morts, estimation reprise à la fin de l'année par l'«Observatoire Syrien des Droits de l'Homme»; cette organisation (qui serait plus ou moins liée aux Frères Musulmans), affirmait en outre qu'il y avait 300 000 personnes en détention, dont 20 000 devant être considérées comme «disparues».

Mais les morts, les blessés et les emprisonnés ne sont pas les seules victimes de ce conflit meurtrier; début février 2015, l'organisation onusienne s'occupant des réfugiés dans le monde (le HCR, Haut Commissariat aux Réfugiés), calculait que le nombre de Syriens ayant fui leur pays était de 3,8 millions de personnes, chiffre auquel il faut ajouter ceux qui en Syrie même, chassés par les combats ou la perte de leur emploi, ont été contraints de quitter leur logement, leur ville ou leur région, soit 6 à 7 millions de personnes: plus de 10 millions de Syriens seraient ainsi des réfugiés, sur une population de moins de 23 millions habitants!

Le nombre de réfugiés syriens se monte à 1.900.000 en Turquie, 1.200.000 au Liban (soit près du tiers de la population libanaise!), plus de 600 000 en Jordanie, 235 000 en Irak (pays qui compterait déjà lui-même près de 3 millions de «personnes déplacées» à la suite des affrontements des dernières années, et surtout après les victoires récentes de l'«Etat Islamique»), 135 000 en Egypte. De plus, des populations étrangères, parfois elles-mêmes réfugiées des divers conflits de la région, qui vivaient en Syrie, ont dû quitter le pays: 315 000 Palestiniens et 55 000 Libanais auraient ainsi fui au Liban...

A l'exception d'une poignée de bourgeois (qui trouvent même parfois le moyen de s'enrichir encore sur le dos de ces malheureux), ces réfugiés survivent le plus souvent dans des conditions très précaires, dans des logements de fortune, soumis aux intempéries, parfois sans eau et électricité, souvent en butte à l'hostilité d'une partie de la population locale; en outre les Etats

concernés essayent de les décourager de s'installer par différentes mesures (pas le droit de travailler, etc.), voire par la répression, comme au Liban.

Les grands Etats impérialistes qui ont une responsabilité écrasante dans la situation actuelle en Syrie, ne donnent au mieux qu'une petite aumône pour alléger les souffrances de cette gigantesque masse de réfugiés. L'impérialisme français dont nous rappelons dans cette brochure le caractère sanglant de la domination en Syrie et les conséquences historiques empoisonnées de celle-ci, détient sans conteste à cet égard le record d'hypocrisie. Alors que François Hollande appelait en août 2013 à une «aide» d'urgence au «peuple syrien» martyrisé – sous la forme de bombardements ! –, les organisations humanitaires internationales épinglent son gouvernement pour son refus d'accueillir en nombre qui ne soit pas ridicule de réfugiés: en effet en juin 2013 le HCR demandait aux Etats européens qui avait adhéré à un programme de réinstallation de réfugiés, d'accueillir 30.000 personnes se trouvant dans une situation particulièrement précaire. Au bout de quelque temps, le gouvernement français répondit en acceptant royalement d'accueillir... 500 personnes (ce qui ne sera d'ailleurs fait qu'à la fin de 2014)! L'organisation Amnesty International se disait scandalisée par ce chiffre «indécent»; et elle révélait qu'en plus les autorités françaises imposaient aux ressortissants syriens empruntant les aéroport français et à eux seuls, de disposer des «visas de transit aéroportuaires», parce qu'ils étaient considérés comme des immigrants clandestins potentiels!

Mais il faut vraiment avoir une foi aveugle dans leurs grands discours sur la démocratie pour être scandalisé par l'attitude des dirigeants bourgeois en général, et des politiciens sociaux-démocrates en particulier! Ce n'est jamais le sort des populations, et encore moins des prolétaires, qui motive ni les impérialistes, ni les bourgeois locaux, et leurs politiciens respectifs. La seule chose qui les pousse, c'est la défense de leurs intérêts économiques et géopolitiques. L'ordre bourgeois, au Moyen-Orient comme ailleurs, est fondé sur l'exploitation et l'oppression des prolétaires et des masses déshéritées; et cette exploitation et cette oppression capitalistes sont d'autant plus bestiales et sanguinaires que les pays sont plus pauvres et les Etats plus soumis aux pressions d'impérialismes plus puissants.

La Syrie, Etat politiquement et socialement fragile depuis sa naissance et situé au carrefour géographique d'influences contradictoires, a toujours attiré la convoitise des Etats voisins plus forts, ainsi que des grands impérialismes voulant prendre pied au Moyen-Orient. Le pouvoir dictatorial des Al Assad, qui s'appuyait sur l'impérialisme russe, a pu pendant des décennies assurer au capitalisme syrien une stabilité relative, au prix de guerres à l'extérieur et de sanglantes répressions à l'intérieur; mais cette période s'est dé-

finitivement achevée avec l'ébranlement du dit «printemps arabe», suscité par la crise capitaliste internationale.

Cette secousse ne pouvait pas, à elle seule, permettre au prolétariat de ces pays de trouver la voie de la lutte et de l'organisation révolutionnaire de classe contre le capitalisme; elle a cependant porté un coup fatal aux vieilles formes claniques, voire familiales, de la domination bourgeoise. En Syrie elle a asséné un coup mortel à la domination du régime sur tout le territoire, faisant éclater au grand jour toutes les divisions, régionales, religieuses ou ethniques que le développement capitaliste n'avaient pu surmonter et qui étaient seulement refoulées sous le brutal autoritarisme de Damas.

Ecrasé par des décennies de pseudo-«socialisme» baathiste, le prolétariat, à la différence de l'Egypte ou de la Tunisie, était dépourvu en Syrie de toute tradition de luttes, sans parler de tradition d'organisation politique de classe, le mouvement stalinien ayant parfaitement rempli son office contre-révolutionnaire de subordination des intérêts ouvriers à ceux du capitalisme national.

Il n'a donc pu peser dans les événements; il n'a pu opposer aucune résistance aux manipulations grandissante des grandes et moins grandes puissances, à l'apparition de divisions locales, régionales et religieuses et à la montée des courants islamistes réactionnaires, parmi la rébellion – et encore moins orienter la révolte dans un sens anti-bourgeois, ce qui aurait nécessité l'existence et l'implantation de parti révolutionnaire communiste. La tragédie subie par les prolétaires et les masses opprimées de Syrie et d'Irak est causée par la désintégration en cours de l'ordre impérialiste régional issu de la dernière guerre mondiale. Causée par l'exacerbation, sous le fouet de la crise économique, de toutes les tensions, de toutes les contradictions, économiques, sociales et politiques à l'oeuvre entre et dans les Etats de la région, cette désintégration fait éclater au grand jour les horreurs du sanglant système capitaliste. Elle démontre que le renversement de ce système et l'établissement d'une société sans classes ni Etats, le communisme, est la seule solution pour en finir avec toutes ses horreurs; mais elle souligne aussi l'absence de la seule force capable de réaliser cet objectif grandiose, **le prolétariat organisé en classe donc en parti** (*Le Manifeste*).

Travailler, dans la mesure des possibilités réelles, à combler cette absence, c'est-à-dire travailler à la renaissance du parti de classe international et à la reconstitution dans tous les pays des organisations classistes du prolétariat, est la tâche que les faits imposent objectivement aux prolétaires révolutionnaires non de la seule Syrie, mais du monde entier.

Février 2015

- PREMIERE PARTIE -

La domination sanglante de l'impérialisme français

(«le prolétaire», N° 500, Mai-Septembre 2011)

L'histoire de la Syrie moderne commence vraiment pendant la première guerre mondiale (1), alors qu'auparavant le pays était une dépendance de l'empire Ottoman.

Avec le soutien massif des britanniques qui leur avaient promis l'indépendance, les troupes du *chérif* Hussein qui s'était révolté en 1916 et proclamé roi des Arabes, chassèrent les Turcs d'une bonne partie du Moyen-Orient. En mars 1920 un gouvernement syrien se constitua à Damas et déclara l'indépendance de la Grande Syrie (comprenant le Liban et la Palestine).

Mais pendant la guerre des accords secrets avaient été passés entre les puissances impérialistes, les fameux «accords Sykes- Picot» (du nom des représentants français et anglais qui les signèrent, avec le russe Sazonov) qui furent connus lorsque la révolution bolchevique, s'emparant des documents diplomatiques tsaristes, put révéler au monde les arcanes de la diplomatie bourgeoise.

Un des buts de guerre des impérialismes français et britanniques, alliés mais rivaux, était le dépeçage de l'Empire Ottoman allié de l'Allemagne, et le partage de ses dépouilles. Reniant ses promesses aux nationalistes arabes, l'impérialisme anglais fit bloc avec l'impérialisme français pour que le traité de Sèvres conclu en 1920 respecte les grandes lignes des accords Sykes - Picot: A la France fut ainsi confié un «mandat» (censé «préparer l'indépendance») sur la Syrie tandis que la Grande-Bretagne s'en faisait attribuer un sur l'Irak et la Palestine.

Alors qu'en France l'euphorie de la paix retrouvée agissait toujours comme un puissant calmant des tensions sociales, les troupes françaises sur place se lançaient à l'attaque des forces du gouvernement de Damas; la ville fut prise en juillet 1920, mais les combats dans les diverses régions du pays durèrent jusqu'en 1923. Entre-temps Paris, conformément aux volontés du lobby colonial, avait créé l'Etat libanais en incorporant à la région du Mont Liban qui était depuis longtemps un point d'appui des intérêts français (2), des provinces syriennes comme la plaine de la Bekaa, la région de Tripoli, etc. La Syrie sous mandat français était divisée en plusieurs Etats pour pouvoir être mieux contrôlée: dès le début, comme au Liban, les Français jouèrent la carte de la division et du confessionnalisme, attisant les divisions existantes. En 1924 l'impérialisme français mit ainsi sur pied une Fédération Syrienne regroupant les régions de Damas et d'Alep, un Etat Alaouite, ainsi que 2 territoires «autonomes» (autonomes par rapport

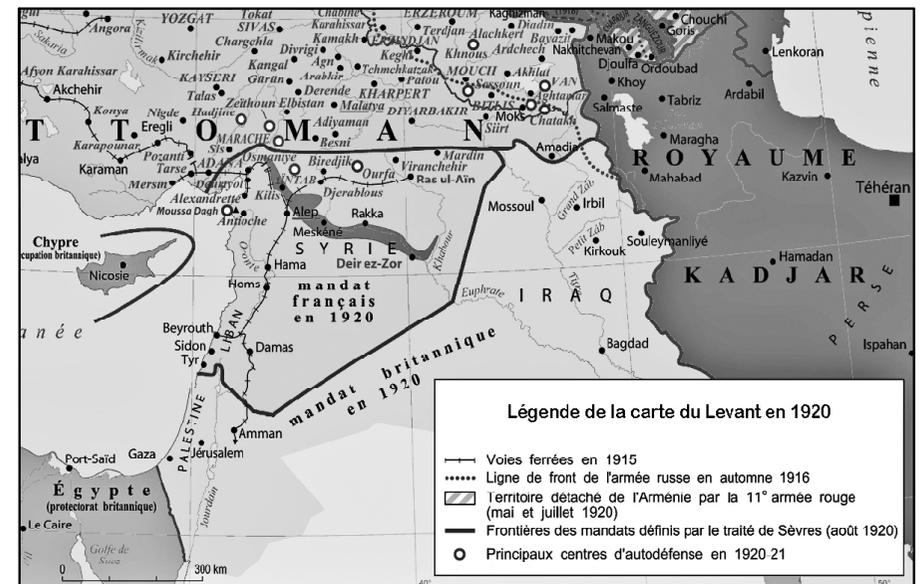
au reste de la Syrie, pas rapport à l'impérialisme!): le *Djebel Druze* et le *Sandjak* d'Alexandrette (région où était présente une forte minorité turque).

Devant l'arbitraire et la brutalité du joug colonial imposé à travers l'administration militaire française qui faisait regretter aux populations syriennes la domination ottomane, une révolte éclata en 1925 dans le Djebel Druze; rapidement elle embrasa toute la Syrie, faisant fi des divisions administratives instaurées par l'occupant, jusqu'à chasser les Français de Damas.

Malgré une répression sauvage (les troupes françaises n'hésitèrent pas à bombarder la ville pendant des mois) les Français connurent de graves revers militaires; cependant après les victoires initiales des insurgés, la révolte fut finalement vaincue en 1927 - non seulement en raison de l'afflux de troupes coloniales françaises bien armées (3), mais essentiellement à cause de la division des forces qui dirigeaient le mouvement (grands propriétaires terriens, tribus, nationalistes bourgeois). Cependant l'autorité française n'allait guère au delà des grandes villes, les campagnes et les petites villes étant constamment secouées de manifestations et d'appels à la lutte contre l'occupant.

Pour tenter de reprendre le contrôle de la situation et alors même que certains cercles capitalistes prônaient le retrait d'une Syrie ingouvernable pour se concentrer sur le Liban, l'impérialisme se tourna vers une politique plus libérale: fin de l'administration militaire, élections, discussions avec les notables en vue d'une indépendance qui respecterait les intérêts français. C'est ainsi qu'un projet d'indépendance graduel d'une partie des territoires syriens fut concocté en 1934 avec le «président» fantoche de la Syrie; ce projet de partition du pays suscita la colère des nationalistes qui

LES CONTOURS DU DÉPEÇAGE FRANÇAIS ET BRITANNIQUE DU MOYEN-ORIENT EN 1920



répliquèrent par des manifestations et des grèves (50 jours de grève) dans tout le pays. En 1936, le nouveau gouvernement de Front Populaire se résignait à engager des négociations avec les nationalistes. Et finalement un traité de paix fut signé en décembre 36 qui débouchait sur la reconnaissance immédiate de la Syrie en tant qu'Etat indépendant comprenant les territoires Druzes et Alaouites qu'aparavant l'impérialisme voulait détacher de la Syrie, mais pas ceux attribués au Liban. En «contrepartie» les Syriens acceptaient le maintien de bases militaires françaises, la libre disposition de l'espace aérien par l'aviation française et un soutien syrien à un éventuel effort de guerre français; en outre, la pleine souveraineté ne devait être accordée qu'au bout de 25 ans!

Ce traité d'indépendance démontrait, s'il en était besoin, que le gouvernement de Front Populaire n'entendait léser en aucune façon les intérêts de l'impérialisme français; mais des voix s'élevèrent vite dans les milieux colonialistes pour le dénoncer comme un *bradage* de l'empire. Docile, le gouvernement décida alors de ne pas le présenter au parlement pour le faire ratifier, sous le prétexte qu'il n'aurait sans doute pas été voté au Sénat! Le traité n'entra donc jamais en vigueur...

Pour acheter la neutralité de la Turquie en prévision d'une guerre imminente avec l'Allemagne, l'impérialisme français transforma en 1938 le Sandjak d'Alexandrette en une *République de Hatay* sous condominium franco-turc, puis céda

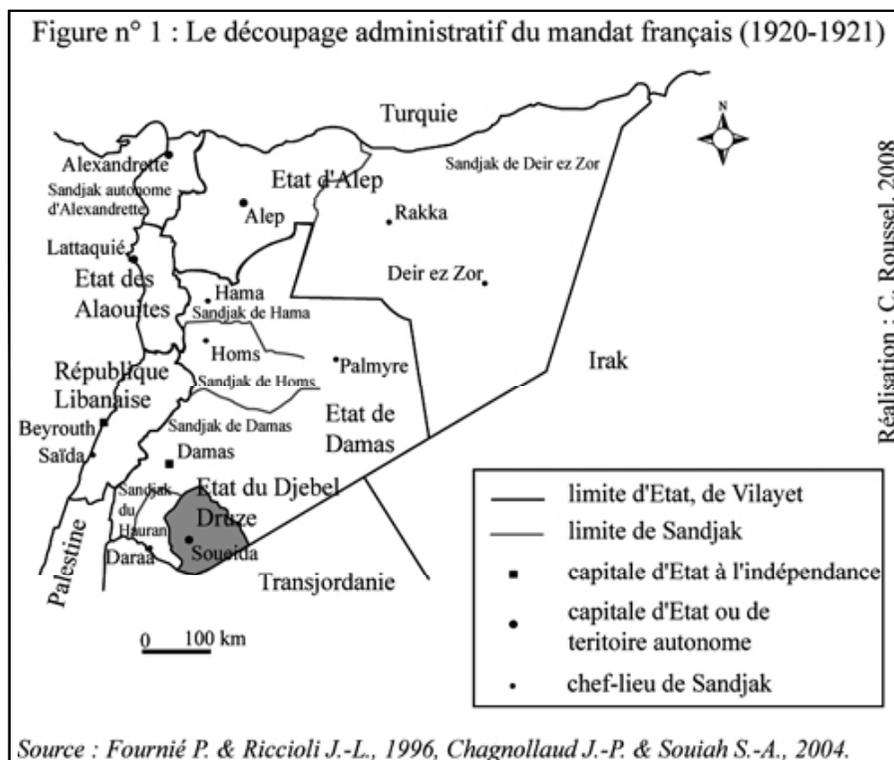
l'année suivante cette région à la Turquie, à la grande colère des nationalistes syriens. Jusqu'à aujourd'hui, les différents gouvernements syriens n'ont jamais reconnu cette annexion.

Au cours de la deuxième guerre mondiale les Forces Françaises Libres de de Gaulle après s'être emparées en 1943, avec l'appui des Britanniques, de la Syrie et du Liban aux mains des troupes fidèles à Vichy, **promirent** solennellement l'indépendance à ces deux pays dès la fin de la guerre.

Mais dès novembre 43, les autorités antifascistes de la dite «France Libre» arrêtaient le président et les ministres du gouvernement libanais issus des élections qui venaient d'avoir lieu et installèrent à leur place un gouvernement fantoche. Il faudra une grève générale et de violents affrontements pour que soit libéré et reconnu le gouvernement élu et que soient réitérées les promesses. Mais quand survint la fin de la guerre, les promesses sont une nouvelle fois oubliées.

En mai 45, après 10 jours de manifestations à Damas pour demander l'indépendance et le départ des troupes françaises, celles-ci bombardèrent la capitale syrienne pendant 36 heures d'affilée pour tenter d'en reprendre le contrôle.

Il y aura des centaines de morts et blessés et de très nombreuses destructions, mais les Français sont finalement contraints de lâcher prise et de quitter le pays: la domination de l'impérialisme français finira comme elle avait commencé: dans le sang et les ruines (4).



(1) En réalité des mouvements nationalistes arabes ont commencé à apparaître dans les régions dominées par l'Empire Ottoman dès le début du vingtième siècle.

(2) La France de Napoléon III, qui depuis l'époque de Louis XIV s'était fait accorder le titre de «protectrice des Chrétiens d'Orient» par le Vatican, envoya en 1860 une flotte de guerre (avec cependant un accord des puissances européennes qui en limitait la portée), à la suite des massacres des populations chrétiennes (*maronites*) au Mont-Liban par les Druzes, qui s'étendirent ensuite jusqu'à Damas. L'Empire Ottoman fut contraint d'accorder une autonomie au Mont-Liban, partagé entre Druzes et Chrétiens. Cette autonomie permit aux capitalistes français d'y développer leur présence économique autour de la production de la soie et des activités portuaires et commerciales de Beyrouth.

(3) Pour ne pas provoquer d'agitation en France, ce sont essentiellement des troupes coloniales qui furent engagées en Syrie.

(4) Au Liban, il faudra attendre l'automne 46, et une série de grèves et de manifestations, de même que de pressions diplomatiques, pour que l'impérialisme français se résigne à l'indépendance effective du pays et rembarque ses derniers soldats. Mais il y maintiendra longtemps une présence économique importante. cf «Le Prolétaire» n°481, juillet-septembre 2006.

La domination française

(«le prolétaire», N° 501, Octobre 2011 / Janvier 2012 ;
«le prolétaire», N° 502, Février - Avril 2012)

Au moment de la **Grande Révolte** de 1925, la Syrie qui ne comptait alors, futur Liban compris, qu'environ 2 millions d'habitants, était, selon les analyses de l'Internationale Communiste, le pays «industriellement le plus développé de toute l'Asie Mineure» (région s'étendant entre la Turquie et l'Égypte); mais elles relevaient que ce développement était tout relatif, le pays restant encore très largement agricole (1).

L'«industrie» traditionnelle était en effet essentiellement artisanale, et la population active majoritairement occupée dans l'agriculture (65 à 70%); une petite couche de grands propriétaires absenteïstes, possédait environ 60% des terres alors qu'on dénombrait 700.000 paysans sans terres. Dans le Djebel druze subsistaient des formes particulièrement archaïques d'occupation des sols: partage périodique des terres, théoriquement communautaire mais où les caciques prenaient la plus grande part. La tentative des occupants français de briser cette coutume et d'instaurer, comme en Algérie, une propriété privée des terres fut un des déclencheurs de la révolte.

Les petits métiers urbains regroupaient 15 à 18 % de la population active et le commerce 10%. L'industrie au sens propre du terme, majoritairement aux mains de capitalistes étrangers (surtout français), était constituée par 150 entreprises environ qui n'occupaient chacune en moyenne que quelques dizaines de travailleurs.

Jusqu'au début des années trente ces entreprises «industrielles» n'étaient souvent que des ateliers à l'équipement rudimentaires et où la division du travail était peu prononcée. Les deux premières véritables usines modernes en Syrie furent une cimenterie, créée en 1928, et une usine textile en 1933. En 1934, une étude de l'Organisation Internationale du Travail recensait 306 «usines» qui employaient en tout moins de 6000 travailleurs salariés en Syrie et au Liban: 81 usines à Beyrouth (3000 travailleurs), 71 à Alep (1700) et 63 à Damas (1300).

LUTTES PROLÉTARIENNES ET AVORTEMENT DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Le tissage en Syrie était depuis longtemps une activité économique importante, les tissus de Damas jouissant d'une réputation internationale au delà de l'empire ottoman. Dans les années 70 du dix-neuvième siècle il y avait 6 à 7000 tisserands à Damas dont 4 à 5000 étaient des compagnons travaillant pour des maîtres-artisans et payés à la pièce. En dépit des traditions et des règlements corporatifs, les grèves des compagnons n'étaient pas inconnues; cependant celle de 1879 marqua un tournant: plus de 3000 compagnons se mirent en grève pour protester contre la baisse du tarif de la pièce, de 16 à 13 piastres. Les grévistes organisèrent des équipes pour menacer les non-grévistes

et mettre leurs métiers hors d'usage. Au bout de 4 semaines les maîtres-artisans rétablirent l'ancien tarif et le travail reprit. A la suite du succès de cette grande lutte, les grèves des compagnons tisserands devinrent plus fréquentes et leur tradition militante se maintint au cours des décennies suivantes (2).

Mais après la première guerre mondiale, la rupture des liens économiques de cette ancienne province ottomane avec la Turquie et la concurrence de l'industrie textile internationale plongèrent le secteur dans un profond et irrémédiable marasme (selon certaines estimations, le nombre de métiers diminua de 80% de 1910 à 1930 et le nombre d'artisans fut divisé par deux) (3): l'agitation sociale dans les villes devint de plus en plus le fait des prolétaires salariés modernes. Cependant le faible développement économique a comme conséquence inévitable la faiblesse du mouvement ouvrier; si des premières grèves sont signalées dans les chemins de fer dès 1908, il faudra attendre 1920 pour voir une première lutte d'ampleur, celle des cheminots, qui se solda par un échec, et 1924 pour qu'apparaisse le premier véritable syndicat: le syndicat des ouvriers du tabac, à l'initiative de Fouad Chimali, ouvrier expulsé d'Égypte par les Anglais pour «propagande bolchevique» (4).

Cela n'empêcha que des tentatives d'organisation politique soient contemporaines de ces premiers efforts encore timides d'organisation du prolétariat pour la lutte de défense immédiate. A l'automne 1924, à la suite de contacts avec un émissaire des communistes juifs de Palestine, une poignée d'intellectuels et d'ouvriers fonda le «Parti du Peuple Libanais» dont Chimali sera le président; en quelques mois il attira dans ses rangs les éléments les plus dynamiques du petit mouvement syndical naissant. A l'occasion du premier mai 1925 un contact fut établi à Beyrouth avec la «Jeunesse Spartacus» fondée par des réfugiés arméniens qui comptait une quinzaine de membres dans cette ville et des sections à Alep, Mossoul, Zaleh et Alexandrette; le «Parti Communiste de Syrie et du Liban» fut constitué par la fusion de ces 2 groupes.

Le petit parti nouveau-né fut immédiatement confronté à la répression de l'impérialisme français. Le 20 juillet 1925 la police ouvrait le feu à Beyrouth pour disperser des milliers de manifestants rassemblés pour protester contre la suppression du contrôle des loyers: il y eut 10 morts, une quarantaine de blessés et une soixantaine d'arrestations. Ce fut l'occasion du premier tract en arabe du parti, dénonçant ce massacre, appelant à lutter contre l'impérialisme et à soutenir la révolte qui venait d'éclater parmi les Druzes; mais à la suite de ce tract la police arrêta les dirigeants communistes sur lesquels elle réussit à mettre la main.

En novembre le parti diffusa auprès des soldats français un appel à la solidarité de classe, à Beyrouth, Alep et Zaleh (5). Il réussit à tenir en décembre 1925 dans la clandestinité son premier Congrès, où participèrent 15 délégués. Nous n'avons pas de compte-rendu de ses travaux, nous ignorons la teneur du programme qui y fut adopté, mais le soutien à la révolte anticoloniale semble y avoir été l'orientation dominante, les orientations proprement de classe étant reléguées à un plan subalterne si l'on en croit les décisions qui y auraient été prises:

1. Soutenir la révolution Syrienne. 2. Renforcer la lutte contre l'impérialisme. 3. Lutter pour l'indépendance nationale et les libertés démocratiques. 4. Lutter pour les droits des ouvriers en Syrie et au Liban. 5. Proposer la confiscation des terres des propriétaires terriens qui ne soutiennent pas la révolution.

En janvier 1926 les dirigeants encore en liberté furent arrêtés, ce qui entraîna la

disparition de l'organisation, alors même que l'année 1926 allait connaître un mouvement de grèves sans précédent pour le pays: vague de grèves dans différents corps de métiers, usines et administrations à Beyrouth pendant l'été (la grève des tramways et de l'éclairage pendant plus de 3 semaines étant la plus importante), grève des cheminots et des tisserands d'Alep, grève dans le textile à Homs et à Damas en octobre, etc.

Confronté à des désertions, voire des mutineries parmi ses troupes (6), le pouvoir colonial était soucieux au premier chef de briser l'insurrection, sans hésiter à utiliser la violence aveugle contre les populations civiles dans les campagnes, mais aussi dans les villes: la répression, y compris par des bombardements de l'aviation, d'une attaque contre un poste militaire français le 4 octobre 1925, causa plus de 300 morts à Hama essentiellement civils; le même mois les bombardements des quartiers populaires de Damas où se trouvaient des insurgés se soldèrent par près de 1500 morts, y compris femmes et enfants; elles aggravèrent également la répression contre le mouvement ouvrier (7); en mai 1926 le nouveau «Haut Commissaire» (chef des autorités françaises qui administraient la région sous «mandat» de la *Société des Nations* - l'ancêtre de l'ONU), réputé pour être un démocrate, promulgua le décret suivant: «*Toute association formée, qu'elle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés en vue de préconiser la transformation de la société par des moyens illégaux, constitue un crime contre la paix publique*»: l'impérialisme démocratique français imposait ainsi une loi sur les associations beaucoup plus répressive que celle promulguée en 1909 sous l'Empire Ottoman! Ces mesures répressives anti-prolétariennes furent accentuées au cours des années suivantes, les autorités françaises essayant en outre de privilégier les vieilles formes d'organisation corporatistes pour entraver la formation de syndicats.

Cependant une amnistie des prisonniers politiques en 1928 permit de retisser les liens entre les militants et avec l'Internationale (Chimali participa ainsi au VI^e Congrès de l'IC en juillet-août 28; les procès-verbaux des séances n'ont enregistré de lui que la signature, avec d'autres délégués des partis du Moyen-Orient, d'une déclaration contre le trotskysme).

LA TRISTE TRAJECTOIRE DU STALINISME

La reconstitution du parti - toujours clandestin - fut rendue publique le premier juillet 1930 par la diffusion dans tout le pays d'un manifeste qui appelait à la lutte contre l'impérialisme français, dénonçait la «*trahison*» des nationalistes du «Bloc National» (rassemblement des forces nationalistes, engagé dans des négociations avec la France) et se donnait l'objectif d'un «*gouvernement ouvrier et paysan*» pour obtenir l'indépendance de la Syrie. En 1932, Chimali, victime d'un tournant de l'Internationale, fut expulsé du parti sous des accusations infamantes, selon les méthodes stalinienne (collusion avec les services français!); il fut remplacé à la tête du parti par Khaled Bagdache qui allait être au cours des décennies suivantes l'inamovible et indéfectible homme de Moscou, faisant obéir son parti aux impératifs de la politique russe, souvent changeants, mais toujours **impérialistes** et **anti-prolétariens**. C'est de cette époque qu'on peut dater l'avortement définitif de la tentative de constitution d'un authentique parti communiste et la naissance du *Parti Communiste Syrien* (sa

nouvelle appellation), comme parti intégralement stalinien, un parti qui non seulement n'avait plus la moindre nature classiste, mais qui tournait même complètement le dos à la perspective de la **révolution** bourgeoise!

En 1931 le PC avait publié un programme affirmant que l'objectif du parti était le «*démantèlement du système capitalo-impérialiste et l'établissement d'un système socialiste*». Mais après cette forte **déclaration**, un «plan d'action» était détaillé qui montrait la valeur de ces paroles; il définissait les 7 priorités suivantes:

1. *Libération de la Syrie: rejet du mandat et retrait de toutes les forces militaires étrangères (comprenant le rejet de la fragmentation de la Syrie, etc.)*. 2. *Amélioration de la condition ouvrière: lois sociales fixant un salaire minimum, le temps de travail, les conditions de travail, un système de sécurité sociale*. 3. *Amélioration de la condition paysanne: abolition des dettes, réduction des taxes sur les petits paysans, nationalisation des ressources en eau, réforme agraire et abolition des pratiques féodales, abolition du travail forcé, lois sociales pour protéger les travailleurs agricoles, etc.* 4. *Libération et droits des femmes: complète égalité sociale et juridique, abolition du voile et des mariages forcés, abolition des restrictions à l'emploi des femmes, congés maternités, lois sociales pour protéger les femmes travailleuses*. 5. *Législation sur le travail des enfants: interdiction du travail pour les moins de 15 ans, autorisation des jeunes à se syndiquer, éducation obligatoire et gratuite*. 6. *Autres objectifs intérieurs incluant un système d'impôts équitable et progressif, contrôle des loyers, établissement d'un système de santé et d'éducation universel et accessible, expulsion de l'administration coloniale, rejet des divisions religieuses*. 8. *Autres objectifs extérieurs incluant le soutien à la libération des peuples colonisés et le droit à l'autodétermination; lutte pour la solidarité internationale; lutte pour un front commun unifié arabe contre l'impérialisme; lutte pour la création d'alliances entre les ouvriers et les paysans dans le monde arabe*.

Il est facile de constater que ces priorités n'ont rien de communistes; nous sommes ici en présence d'un catalogue de revendications purement **réformistes**, fortement coloré en outre de *nationalisme arabe*. Le programme d'action ne s'intéresse à la classe ouvrière que sous l'angle de *lois sociales* à obtenir de l'Etat bourgeois afin de fixer certaines limites à l'exploitation; et il ne lui propose d'autre perspective politique que celle d'une *alliance interclassiste* avec les paysans.

Cette position typiquement stalinienne d'alliance avec la paysannerie pour aller vers le «système socialiste» est radicalement étrangère au marxisme; selon l'analyse marxiste en effet, les paysans sont des **petits-bourgeois**, ce qui signifie que leurs intérêts de classe les portent inévitablement à soutenir le capitalisme et à s'opposer au socialisme. Une alliance avec les petits-bourgeois, avec les paysans, n'est possible que dans le cadre d'une révolution bourgeoise, anti-féodale, anticoloniale. Pour reprendre les mots de Lénine:

«*On peut et on doit lutter contre le fonctionnaire [c'est-à-dire le représentant de l'Etat tsariste - NdIR] et contre le grand propriétaire foncier en commun avec tous les paysans, même les paysans riches et moyens. Tandis que contre la bourgeoisie, et donc contre les paysans riches, on ne peut lutter de façon sûre qu'en commun avec le prolétariat rural*» (8).

Passer une alliance avec les paysans signifie avoir comme objectif le capitalisme, pas le socialisme. Mais d'autre part, y compris dans une situation où ce qui est à

l'ordre du jour, c'est la révolution bourgeoise et pas la révolution socialiste, et où donc une alliance temporaire avec d'autres classes est possible dans la lutte contre l'ennemi commun, la **tâche première** des communistes, c'est d'oeuvrer pour l'**indépendance de classe** des prolétaires, de travailler à les arracher à l'influence du nationalisme et du démocratism bourgeois de façon à ce qu'ils soient dans les meilleures conditions possibles pour défendre leurs intérêts de classe, pendant la lutte commune comme après.

Si l'on revient encore une fois à l'exemple de la révolution anti-tsariste en Russie, Lénine mettait les points sur les i: «*Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les sociaux-démocrates [ancienne appellation des communistes - NdlR] mettront toujours les ouvriers au premier plan; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité, ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se retrouver opposée à ses alliés. On nous dira cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. Cette mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées; et tout escamotage de ces intérêts de classe qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants*» (9).

Même quand il conservait encore un discours faisant référence au marxisme, c'est précisément l'indépendance de classe du prolétariat que le stalinisme mettait de côté, en Chine comme en Syrie et partout, au nom de l'unité dans la lutte contre l'impérialisme ou le «féodalisme», affaiblissant ainsi le prolétariat, mais aussi la révolution bourgeoise!

* * *

Ce n'est pas un hasard si cette sanglante et sordide tranche d'histoire de la domination française sur la Syrie est généralement ignorée en France, ou passée sous silence comme un épisode de peu d'intérêt.

L'Etat français, lors de la **grande révolte**, y a pourtant concentré, comme nous l'avons vu, jusqu'à 50.000 soldats qui firent environ 6000 morts parmi les Syriens alors que les pertes de l'armée coloniale se montèrent à près de 2000.

Une brochure de propagande sur «*l'Oeuvre française en Syrie et au Liban*» publiée en 1931 éclaire crûment les raisons de cet engagement en montrant que l'impérialisme français y trouvait des **intérêts** certains: «*Intérêts matériels d'abord. En dehors même des raisons d'ordre international qui ont conduit les négociateurs de 1918 et 1922, en acceptant [sic!] le mandat, à faire attribuer à la France un rôle politique direct au Levant, il y a lieu de tenir compte du vaste champ que la mise en valeur et le développement économique des territoires placés sous son contrôle ont ouvert aux activités de ses nationaux. Dès à présent, les échanges entre les marchés français et syriens donnent chaque année un mouvement d'affaires de l'ordre de 300 millions de francs. Toute la pléiade de sociétés à capitaux français qui se sont reconstituées ou créées en Syrie et au Liban [suit l'énumération de celles-ci] représentent l'investissement d'une part de l'épargne française que l'on peut évaluer à 500 millions de francs.*

Encore à ce montant faudrait-il ajouter celui, difficile à chiffrer, des intérêts que représentent les agences ou comptoirs des grandes sociétés ou maisons françaises qui tels (...) la société Michelin, les Usines Renault, la société André Citroën (...) ont fondé des établissements en Syrie et au Liban (...). Sans même envisager les progrès que réserve l'avenir, l'importance actuelle de ces intérêts matériels, en même temps qu'elle témoigne de l'oeuvre accomplie par la France [!], suffirait à elle seule à légitimer le rôle politique que celle-ci a accepté [re-sic!] de jouer au Levant» (10)

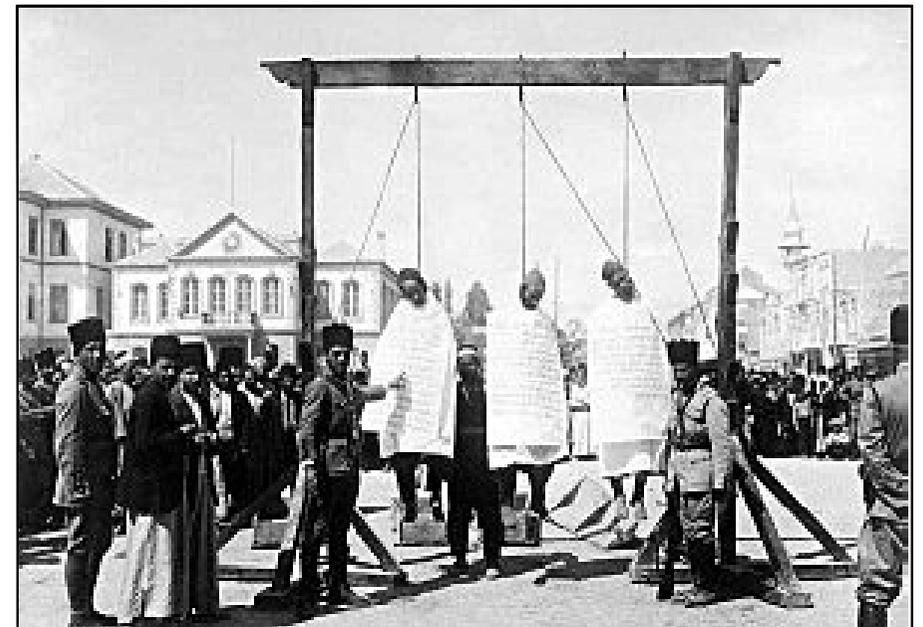
La politique suit toujours, en dernière analyse, des intérêts économiques, ce sont les bourgeois eux-mêmes qui le rec onnaissent, quand ils s'adressent à d'autres bourgeois...

* * *

Après la dépression due à l'échec des luttes et l'écrasement de la révolte du milieu des années vingt, le début des années trente vit un renouveau des conflits sociaux.

Les difficultés économiques causées par la crise capitaliste mondiale et la politique économique des autorités françaises, défavorable aux intérêts syriens, l'exode des paysans ruinés par une période de mauvais temps vers les villes, les baisses de salaire dans de nombreux secteurs qui dépassaient les 30% et l'augmentation du chômage (le nombre de chômeurs dans les villes est estimé à 150 000 au cours des années trente, soit de 15 à 20% des travailleurs), tout alimentait l'effervescence sociale et politique.

1925: TOUTE LA PANOPLIE DE LA RÉPRESSION IMPÉRIALISTE, LA MITRAILLE, LES BOMBARDEMENTS ET LA CORDE DE LA JUSTICE



Dès 1930 éclatèrent plusieurs mouvements: manifestations à Alep contre l'augmentation du prix du pain, grève à Homs des ouvriers de la nouvelle usine textile, grève des tisserands à Damas, etc. Cette vague de luttes culmina avec la grande grève de milliers de tisserands à Alep en 1932, marquée par des affrontements, des pillages de magasins d'alimentation, etc. Commencée comme grève contre les patrons des entreprises artisanales, elle se transforma en un mouvement uni des tisserands et des patrons contre la politique tarifaire des autorités françaises qui facilitait la concurrence des textiles étrangers, japonais en particulier.

Les bourgeois nationalistes n'eurent pas trop de difficultés pour récupérer à leur profit le mécontentement social généralisé à cette époque (qui se manifestait aussi par des mouvements étudiants), le Parti Communiste n'ayant ni la force ni surtout la volonté de leur disputer leur influence sur les masses prolétariennes et paysannes.

Nous avons vu que le programme du PCS de 1931, s'il ne reculait pas devant des proclamations creuses sur «l'établissement du système socialiste» dans la Syrie économiquement et socialement arriérée, conformément à la logomachie de la période dite «ultra-gauche» de l'Internationale stalinienne, établissait un «plan d'action» se militant à demander des **réformes** à l'Etat colonial et évacuant toute perspective de lutte révolutionnaire. En dépit de ses dénonciations de la politique de compromis du «Bloc National» avec l'impérialisme français, ce «plan d'action» représentait un alignement de fait sur les forces bourgeoises dominantes dans le pays, alignement qui contenait déjà le futur alignement sur l'impérialisme et la renonciation ouverte, non seulement à la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, mais même à la seule révolution bourgeoise et anticoloniale!

C'est ainsi qu'à l'été 1935, c'est le «Bloc National», ce rassemblement des organisations bourgeoises les plus importantes, qui organisa pendant plusieurs mois un boycott de la Compagnie d'Electricité qui réussit à lui faire baisser ses tarifs.

En novembre-décembre de grandes manifestations en Egypte obligèrent les Britanniques à rétablir la Constitution; suivis avec enthousiasme par les jeunes et les nationalistes, les événements d'Egypte susciterent un regain d'effervescence parmi les masses opprimées.

En janvier 1936, les troupes françaises réprimèrent dans le sang des manifestations étudiantes, faisant 6 morts à Damas, 3 à Homs. Le Bloc National, après avoir hésité, appela le 27 janvier à une grève générale illimitée «*jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel*» (sic!): la grève qui avait éclaté spontanément non pas pour l'ordre constitutionnel mais contre la domination et la répression coloniales, était en réalité déjà suivie à Damas depuis plusieurs jours par les étudiants, commerçants, fonctionnaires et ouvriers. S'étant étendu à d'autres villes, le mouvement dura 6 semaines en dépit d'un côté des tentatives du Bloc pour la terminer rapidement et de l'autre côté, de l'établissement de la loi martiale et de la répression sanglante infligée par les Français qui fit plusieurs morts et des milliers d'arrestations.

En protestation contre la loi martiale imposée à Damas et ailleurs, une grève générale eut lieu à Beyrouth et d'autres villes libanaises, en même temps que des collectes étaient organisées pour le comité de grève de Damas. Des manifestations et des grèves de solidarité eurent aussi lieu en Palestine (souvent appelée alors par les nationalistes arabes «Syrie méridionale»): le succès de la grève syrienne fut sans aucun doute un encouragement à la grève générale qui allait y éclater quelques mois plus tard contre

la domination britannique.

Finalement, 43 jours après son déclenchement, la grève se termina à l'appel du B. N. après que les Autorités coloniales aient accepté de libérer tous les prisonniers et d'entamer des négociations à Paris sur l'accession de la Syrie à l'indépendance.

Dirigé par des notables (propriétaires terriens, commerçants, avocats, chefs religieux, etc.), le Bloc National n'était en rien révolutionnaire; son objectif était une «*collaboration honorable*» avec les Français. Nous avons déjà signalé que le traité finalement conclu avec le nouveau gouvernement de Front Populaire qui avait pris ses fonctions à Paris en juin 36, préservait les intérêts essentiels de l'impérialisme français, à commencer par la reconnaissance de la partition de la Syrie pour constituer l'Etat libanais. Mais pour le PCS, il n'était plus question d'accuser le B. N. de trahison comme en 1930: il expliquait que cela avait été du «*sectarisme*»! Fidèle à l'orientation antifasciste décidée par l'Internationale, le PCS, maintenant légal, soutint donc le traité signé avec la «*France démocratique*»; et lorsqu'après le refus du gouvernement français de faire ratifier ce traité, les dirigeants du B. N. offrirent en 1937 de nouvelles concessions à l'impérialisme français, suscitant des manifestations de protestation de la frange la plus radicale des nationalistes, le PCS, lui, approuva ces concessions!

A l'approche de la guerre mondiale, le parlement syrien élu en 1936 fut dissous par les Français qui rétablirent l'administration directe par le «Haut Commissaire», interdisant à nouveau, au passage, le PCS.

En juin 1941 l'invasion des Alliés dans la région, permit aux *Forces Françaises Libres* de de Gaulle de s'installer au Liban et en Syrie après avoir destitué les responsables liés au gouvernement de Pétain.

Elles promirent aussitôt d'accorder l'indépendance, mais elles continuèrent en réalité la politique répressive traditionnelle de l'impérialisme français, en particulier contre les grèves et les manifestations provoquées par les baisses des salaires et la hausse des biens de première nécessité. En février 43 une grève de 5 jours contre la hausse du prix du pain fut organisée par les nationalistes; les promesses des autorités n'ayant pas été suivies d'effet, une nouvelle grève éclata le 20 mars qui dura 7 jours et s'accompagna de scènes d'émeutes. La répression par les troupes coloniales fut sanglante: 7 morts. Devant le risque d'une révolte généralisée, les dirigeants de la «France Libre» décidèrent à contrecoeur le rétablissement des libertés politiques, la tenue d'élections et le fonctionnement d'institutions locales représentatives.

A cette occasion, comme lors de son second Congrès tenu la même année, le PCS fit tous ses efforts pour gommer le moindre aspect socialiste et se présenter comme un parti purement national.

Animé de la même ferveur patriotique que ses collègues staliniens européens, Bagdache écrivait ainsi: «*Nous assurons le capitaliste national, le propriétaire d'usine national que nous ne regardons pas avec envie ou avec haine son entreprise nationale. Au contraire, nous désirons son progrès et sa croissance vigoureuse. Tout ce que nous demandons c'est l'amélioration des conditions de l'ouvrier national (...). Nous assurons le propriétaire terrien que nous ne demandons ni ne demanderons pas la confiscation de sa propriété (...). Tout ce que nous demandons c'est de la compassion pour le paysan et l'allègement de sa misère*» (11).

Devenu partisan fanatique de l'union sacrée avec les impérialismes occidentaux après la rupture de l'alliance de l'URSS avec l'Allemagne, le PCS décida un moratoire

des grèves pendant la durée de la guerre. Lors de son Congrès de décembre 43, il adopta un programme strictement démocratique bourgeois particulièrement modéré (12); fait significatif par exemple toute idée de réforme agraire en était absente et il n'était évidemment pas question de lutte contre les grands propriétaires fonciers absentéistes qui maintenaient les paysans sans terre dans une misère abjecte. Commentant ce programme, Bagdache écrivait: *«Nous ne sommes pas d'abord un parti de réforme sociale. [C'est là une caractéristique] qui nous a été attribuée par des gens qui voudraient nous reléguer à la marge de la vie nationale de façon à garder pour eux tout le mouvement national (...). [Le Parti Communiste Syrien] est par dessus tout et avant toute autre considération un parti de libération nationale, un parti de la liberté et de l'indépendance»*.

Tout était dit! Sur cette base nationaliste, à la fin de la guerre et lors des premières années de l'indépendance, le PCS était devenu l'un des plus grands partis du pays, en dépit de la concurrence que lui faisait un nouveau venu, le parti Baas de Michel Aflak (ancien «compagnon de route») qui l'accusait de compromission avec l'impérialisme, français en particulier. Mais son approbation en 1947 de la décision russe de soutenir la partition de la Palestine et la création de l'Etat colon Juif, fit disparaître instantanément son audience auprès des masses petites-bourgeoises nationalistes. En novembre 47 le siège du PCS à Damas était incendié par des manifestants, le parti lui-même étant interdit l'année suivante, au moment où l'armée syrienne entrait en guerre, aux côtés des autres armées arabes, contre les soldats israéliens.

Il serait fastidieux et sans grand intérêt de suivre l'histoire de ce parti dans les années qui suivirent. Complètement étranger au mouvement ouvrier, ce rejeton particulière-

TROUPES COLONIALES FRANÇAISES VERS 1920



ment répugnant de la contre-révolution stalinienne, fut tantôt réprimé, tantôt soutenu par les différents gouvernements, selon l'état de leurs relations avec Moscou. Dirigé après la mort de Bagdache en 1995 par la femme de celui-ci puis par son fils, il s'est complètement subordonné au système politique dictatorial du clan Assad depuis 1972 (il a un ministre au sein du gouvernement actuel) dont il applaudit la sanglante politique répressive (13).

L'implantation du marxisme en Syrie devra se réaliser dans la lutte contre les toute néfastes traditions du stalinisme.

* * *

Avant de clore ce chapitre sur la domination française, il nous faut dire un mot sur l'action du Parti Communiste Français, dont le rôle a été important, tant sur l'orientation du petit parti syrien, que sur l'attitude de la classe ouvrière de la métropole par rapport à l'entreprise coloniale en Syrie.

Né dans la confusion politique, le PCF était inévitablement pénétré des préjugés coloniaux répandus dans le vieux parti socialiste. Au IVe Congrès de l'Internationale Communiste (novembre-décembre 1922), il fut critiqué à ce sujet et une motion de sa section algérienne de Sidi-Bel Abbés appelant à ne pas abandonner *«notre colonie»* fut violemment dénoncée. Conformément à la décision du Congrès, une «commission coloniale» est mise en place pour organiser le travail anticolonialiste du parti. Cependant au Ve Congrès (juin-juillet 1924) le PCF fut encore sévèrement critiqué pour la faiblesse de son action dans ce domaine (14). Les choses vont commencer à changer l'année suivante lorsque le parti s'engage dans une campa-

APRÈS LES BOMBARDEMENTS FRANÇAIS SUR DAMAS EN 1945



gne d'agitation contre la *guerre du Rif* (au Maroc), et, accessoirement, contre les actions militaires en Syrie. Pourtant en octobre 1925 le Parti Communiste Syrien demandait, dans une lettre officielle à une Conférence nationale du PCF, ce qu'avait fait le parti pour soutenir la lutte en Syrie (15). Au cours des années suivantes l'action anticoloniale passée du PCF fut régulièrement condamnée pour son insuffisance par les nouveaux dirigeants nommés à la suite des purges et des tournants, jusqu'au virage des années trente où, après la victoire de Hitler en Allemagne, le mouvement stalinien international s'aligna sur l'impérialisme occidental.

Le PCF abandonna alors toute idée de lutte et d'agitation anticolonialiste parmi les prolétaires de France pour revenir à la défense chauvine de «nos colonies»: les orientations de la section de Sidi-Bel-Abbés expulsées avec fracas en 1922 l'avaient définitivement emporté et le PCF s'efforça de «convaincre» - y compris par la force (16) - les populations colonisées des bienfaits de l'union avec la France.

Cette criminelle politique social-impérialiste ne put que s'accentuer encore pendant et après la guerre. C'est ainsi que le général français responsable du bombardement de Damas en 1945 qui fit des centaines de morts civils, sympathisait avec le PCF, parti auquel il adhéra d'ailleurs quelques mois plus tard, sans que ce dernier lui fasse le moindre reproche (17). Il est vrai qu'à la même époque le PCF ne condamna pas non plus les massacres de Setif qui firent peut-être 15000 morts, les mettant même sur le compte de «provocateurs fascistes»...

(1) cf *L'Internationale Communiste* n°6 (décembre 1925).

(2) cf Sherry Vatter «*Militant journeymen in Nineteenth-Century Damascus*» in «*Workers and Working Classes in the Middle East*», New York 1994.

(3) Selon Elisabeth Longuenesse, «*Labor in Syria*» in «*The Social History of Labor in the Middle East*», Washington 1996. Le nombre total de travailleurs dans l'industrie moderne et dans les activités artisanales traditionnelles, serait passé, entre 1913 et 1937, de 309.000 à 203.000: la croissance des emplois dans l'industrie était insuffisante pour compenser les fortes pertes dans l'artisanat. Miche Seurat donne des chiffres différents, mais qui indiquent la même tendance. cf «*Etat et industrialisation dans l'orient arabe*» in «*Industrialisation et changements sociaux dans l'orient arabe*», CERMOC, Beyrouth 1982.

(4) cf «*Le mouvement syndical au Liban*», Editions Sociales 1970, pp 100-122. Originaire de Syrie, Chimali était ouvrier dans une usine de cigarettes du Caire, une corporation qui avait une longue tradition de luttes (la grève des cigarettiers de 1918 est considérée comme le précurseur de la vague de grèves et d'agitations qui secoua l'Egypte en 1919). Membre du Parti Communiste Egyptien, il aurait fait partie d'un groupe qui avait essayé de fonder parmi les immigrés syriens à Alexandrie un «Parti Socialiste Syro-Libanais» faisant référence à l'Internationale Communiste; il fut expulsé d'Egypte en 1923.

(5) Le tract en français s'inspirait des mots d'ordre de la grève d'octobre 1925 organisée par le PCF contre la guerre au Maroc et en Syrie. cf «*Le mouvement*

syndical...», op. cit. p. 121.

(6) Les troupes françaises (en grande partie des troupes coloniales) qui étaient au nombre de 14 000 à l'été 1925, atteignirent les 50 000 en janvier 1926. Certains détachements supplétifs recrutés parmi les minorités ethniques ou religieuses syriennes passèrent à l'insurrection. En janvier 1926 le bataillon chargé de la défense de la forteresse de Rachaya refusa d'aller au combat. Un deuxième bataillon envoyé de toute urgence de Rayac jeta ses fusils et refusa d'avancer. cf *L'Humanité*, 1/2/1926.

(7) Le 25/10/1926, 4 dirigeants de l'insurrection étaient pendus à Beyrouth; quelques semaines auparavant 4 jeunes militants ou sympathisants communistes, âgés de 16 à 18 ans, bien que libérés de prison, avaient été envoyés sans jugement croupir dans le sinistre bagne de Rakha dans le désert. cf *L'Humanité*, 26/10 et 13/10/26. Selon J. Varin, «*Jeunes comme JC*», Tome 1, Ed. Sociales 1975, p.103, ils y seraient morts de faim. Mais nous n'avons pas trouvé confirmation de cette information sur les colonnes du quotidien du PCF.

Le nombre des victimes syriennes lors de la révolte est estimé à 6000 morts, plus de 100 000 personnes se retrouvèrent sans abri, tandis que les pertes françaises se montèrent à 2000 (la conquête et la «pacification» de la Syrie avant la révolte avait déjà coûté 6700 morts aux troupes de l'impérialisme français). cf Ph. S. Khoury, «*Syria and the French Mandate*», Princeton 1987, pp 239, 242.

(8) Lénine, «*Socialisme prolétarien et socialisme petit-bourgeois*». Oeuvres, Tome IX, p. 459. Cet article de 1905, écrit contre les «Socialistes révolutionnaires», avait pour objet de préciser le rapport entre prolétariat et paysannerie dans un pays, la Russie, où la révolution bourgeoise n'avait pas encore eu lieu.

(9) Lénine, «*Les tâches des social-démocrates russes*», Oeuvres, Tome II, p.341.

(10) cf «*Le mouvement syndical au Liban. 1919-1946*». Ed. Sociales 1970, p; 72-73.

(11) cf T. et J. Ismaël, «*The Communist Movement in Syria and Lebanon*», Florida 1998, p. 32. La citation suivante se trouve p. 33.

(12) Lors de ce Congrès il fut aussi décidé la partition de l'organisation en un Parti Communiste Syrien et un Parti Communiste Libanais; cependant il fallut encore plusieurs années pour que cette séparation devienne effective. Le troisième Congrès n'eut lieu que... 26 ans plus tard, en 1969!

(13) Les stalino-nationalistes de l'URCF (dissidents du PCF) ont publié sur leur organe, *Initiative Communiste* n°102 (janvier-février 2011), un article dithyrambique sur le 11e Congrès du PCS de l'automne 2010: «*Un grand Congrès pour un grand Parti*». On y apprend entre autres que la paix et la concorde régnaient alors en Syrie à la différence de l'Egypte en proie aux troubles politiques et sociaux; ou que le pays est devenu indépendant «en grande partie» grâce au PCS, etc. Et si ce dernier fait partie depuis 1972 du Front National formé par le «*Baathiste de gauche*» (sic!) Hafez El-Assad quand il est arrivé au pouvoir, c'est «en vue de l'accomplissement de la révolution démocratique». Quarante ans après, cette révolution démocratique semble avoir progressé avec lenteur puisque le PCS en est encore à demander «le droit de grève pour les ouvriers» que les colonialistes français avaient dû concéder dans les années trente... cf urcf.net/IMG/pdf/IC_no102_integral.pdf

(14) «*Je me permets encore de demander aux camarades français dans quels documents ils ont proclamé le droit de séparation des colonies*» pouvait ainsi dire le

rapporteur sur la question nationale (Manouilsky) aux délégués du PCF.

(15) «*Camarades, nous n'attendons pas de votre conférence uniquement de l'agitation et de la propagande en faveur de la libération des colonies, nous en attendons une aide réelle et concrète. Nous nous adressons à vous, nous vous demandons de nous aider, de nous aider immédiatement, sans retard aucun. (...) Voilà bientôt trois mois que des batailles incessantes se livrent en Syrie; chaque jour de nouveaux détachements français arrivent dans ce pays. Voilà déjà trois mois que tout l'Orient opprimé attend avec une impatience fiévreuse le secours de ses alliés, les prolétaires avancés d'Europe; trois mois que les Arabes cherchent à se mettre en liaison avec vous, et mènent une lutte héroïque et sanglante. Que la conférence songe à ce qu'à fait le parti français pendant ces trois mois*». Cahiers du Bolchevisme n°30, 1/11/1925. Cité dans Jacob Moneta, «*Le PCF et la question nationale*», Ed. Maspero 1971, p. 75.

(16) Rappelons les appels du PCF à la répression de l'*Etoile Nord-Africaine* de Messali Hadj, que le gouvernement du Front Populaire exauça en interdisant cette organisation algérienne pour «*agitation séparatiste*» en février 1937.

(17) cf Maxime Rodinson, «*Marxisme et monde musulman*», Ed. du Seuil 1970, p. 341. Membre du PCF, Rodinson était alors au Liban en contact avec les dirigeants du PC Syrien.

La Syrie indépendante

(«*le prolétaire*», N° 504, Août - Octobre 2012 ;
«*le prolétaire*», N° 506, Janvier - Février - Mars 2013)

UNE INSTABILITÉ CHRONIQUE

A son accession à l'indépendance après le départ des troupes coloniales françaises, la Syrie se trouvait confrontée à de multiples problèmes économiques, sociaux et politiques. Amputée d'une partie de son territoire et notamment de ses débouchés naturels sur la Méditerranée que constituaient le port de Beyrouth et, pour la région d'Alep, la capitale économique du pays, celui d'Alexandrette (Antioche, maintenant Iskenderun selon l'appellation turque), la faiblesse du pays en faisait la cible des convoitises rivales des Etats de la région et des divers impérialismes. L'organisation politique du nouvel Etat sous la forme d'une démocratie parlementaire à l'européenne, ne pouvait suppléer à l'arriération économique et sociale du pays. La classe dirigeante, composée essentiellement de grands propriétaires terriens absentéistes, de chefs religieux ou de grands commerçants, et fragmentée selon les divisions régionales typiques de la Syrie, montra rapidement son vrai visage en se livrant à un pillage éhonté du pays.

L'ignominieuse défaite lors de la guerre engagée en mai 48 par la Ligue Arabe contre Israël (rappelons que la Palestine faisait partie de la Grande Syrie rêvée par les nationalistes) fut un facteur aggravant de la crise de régime qui couvait et dont le facteur déclenchant se trouva dans la détérioration de la situation des larges masses, notamment à cause de la flambée des prix causée par les mauvaises récoltes.

Un nouveau parti, le parti Baas («*Renaissance*») alliant nationalisme arabe et discours «*socialisant*» (1) apparût pour la première fois sur le devant de la scène en se mettant fin 48 à la tête des grèves étudiantes qui bientôt s'étendirent à la population active de tout le pays; les revendications mêlaient les thèmes nationalistes et les revendications sociales, de la reprise immédiate de la guerre contre Israël à la baisse du prix du pain... La répression fut sanglante et la police ne suffisant pas à la besogne, le gouvernement eut recours à l'armée et à l'imposition de la loi martiale.

Afin de surmonter ses difficultés économiques, le gouvernement projetait un accord financier avec la France ainsi qu'un autre avec les Etats-Unis pour la construction d'un oléoduc destiné à évacuer le pétrole irakien pompé par l'Aramco vers la Méditerranée. Dans l'ambiance surchauffée du moment, il était impossible que le parlement donne son accord à ces projets. En mars 49 un coup d'Etat militaire, inspiré par les impérialistes (2), permit de résoudre le problème et de ratifier ces accords. Ce coup d'Etat n'était que le premier d'une interminable série: quelques mois plus tard à peine un second coup d'Etat, inspiré par des intérêts impérialistes et régionaux rivaux, lui succédait...

DE «L'UNITÉ» AVEC L'EGYPTE...

Il n'y a guère d'intérêt à faire l'histoire détaillée de l'instabilité politique chronique de la Syrie au long des années cinquante et soixante.

Il nous faut cependant noter l'épisode de l'union entre la Syrie et l'Egypte (la dite «République Arabe Unie» qui dura de 1958 à 1961) car elle est l'expression de la politique égyptienne traditionnelle consistant à prévenir l'apparition dans le monde arabe d'une puissance qui pourrait lui porter ombrage; dans ce cas précis il s'agissait d'empêcher toute alliance de la Syrie avec l'Irak (perspective dite de l'unité du «Croissant Fertile») ou avec la Jordanie (perspective dite «Hachémite»): on voit ce que valaient les discours enflammés de Nasser sur l'unité arabe!

Du côté syrien, la perspective d'une union avec le grand Etat égyptien s'expliquait par l'appui que celui-ci pouvait donner face à des difficultés internes croissantes (3) et à des menaces extérieures redoutables. Craignant de voir la Russie mettre la main sur le Moyen-Orient à la faveur de l'effacement des impérialismes anglais et français après l'échec de leur attaque contre l'Egypte en 1956, les Etats-Unis voulaient en effet intimider la Syrie (et également l'Egypte) en envoyant la VIe flotte croiser en Méditerranée orientale, en fournissant des armes à la Jordanie, en menaçant d'une intervention militaire turque, voire en fomentant un coup d'Etat à Damas. Mais ces menaces provoquèrent le rapprochement syro-égyptien, qui était d'ailleurs également conçu par ses partisans comme un moyen d'éviter un alignement trop marqué sur Moscou: (la R.A.U., comme l'Egypte se présentera toujours comme «non-alignée»).

Cette union entre l'Egypte et la Syrie pouvait paraître s'inscrire dans la perspective d'unification de la «nation arabe» agitée par le nationalisme arabe dont le parti Baas était le chantre le plus fervent. Elle montre en réalité ce que valent les tentatives bourgeoises d'unification entre des Etats. Les rivalités apparurent bien vite; les bourgeois syriens alléchés par le grand marché égyptien déchantèrent devant la concurrence venue de ce pays, les investissements égyptiens espérés brillèrent par leur absence, tandis que les autorités cairotés s'efforçaient d'imposer un contrôle bureaucratique et policier sur un pays avec lequel elles ne pouvaient envisager d'unité que sous la forme de la **soumission**; les principaux partis syriens, y compris le Baas, furent obligés de se dissoudre dans le parti nassérien unique ou de passer dans la clandestinité, tombant alors sous le coup de la répression brutale des services égyptiens qui se livrèrent à des exactions répétées.

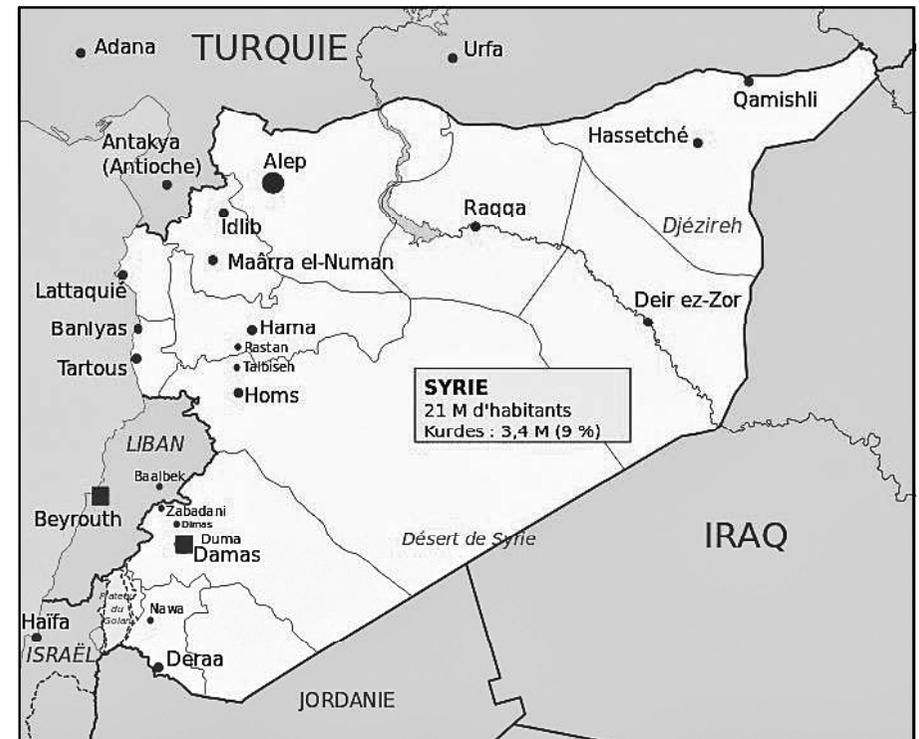
En ce qui concerne le prolétariat, une série de mesures légales, semblables à celles décrétées par le régime nassérien en Egypte, apportaient sur le papier des améliorations à la condition ouvrière: un système d'assurances sociales, un nouveau code du travail reconnaissant un congé annuel, accordant des garanties en cas de maladie ou d'accident du travail, et contre le licenciement, etc. Mais en même temps la répression s'accroissait contre toute activité syndicale réelle: les syndicats furent étroitement contrôlés, les militants syndicaux pourchassés (en particulier là où il y avait eu des grèves les années précédentes, comme dans le textile à Alep en 55 et 56, parmi les ouvriers de l'électricité à Homs et Hama en 54, etc.). Cette politique anti-ouvrière s'accompagna en général d'une baisse des salaires, pour les aligner sur les salaires égyptiens. On comprend que les charmes du nassérisme s'évanouirent auprès des prolétaires syriens bien plus vite qu'auprès des milieux bourgeois...

Selon le marxisme, l'Etat étant une machine de défense, outre d'un mode de production, des privilèges de la classe dominante érigée sur ce mode de production, il est impossible d'unir deux Etats sans l'emploi de la force (que ce soit par une révolution ou une guerre) pour briser l'un d'eux et assurer la domination de l'autre. Jamais en effet une classe dominante n'abandonnera (ou ne partagera) sans résister l'appareil qui assure sa situation sociale et garantit sa domination.

Finalement en septembre 61 un coup d'Etat à Damas sonna la fin de l'union entre les deux pays. L'Etat est en définitive une bande d'hommes en armes, cette affirmation d'Engels qui dans les pays capitalistes riches est masquée par l'existence de tout un attirail d'institutions démocratiques, est une évidence immédiate dans les pays plus pauvres qui ne peuvent se payer ce luxe; toute l'histoire de la Syrie est là pour le démontrer et pour démontrer que même les conflits d'intérêts au sein de la classe dominante qui retentissent sur l'orientation de l'Etat, se résolvent sur le terrain de la violence et de la force militaire.

...À LA «RÉVOLUTION» BAASISTE

Dans la propagande officielle, le coup d'Etat qui en mars 63, mit fin à l'intermède troublé de pseudo-démocratie parlementaire ouvert en 61, est présenté comme le début



de la «révolution». Eclatant un mois après la venue au pouvoir en Irak de militaires Baasistes, ce premier coup d'Etat baasiste en Syrie (il y en aura plusieurs, selon les affrontements entre factions) marque, sinon une «révolution» qui n'a jamais eu lieu, du moins un tournant dans l'histoire économique et politique du pays.

Depuis cette date toutes les équipes qui se succéderont au pouvoir selon les vicissitudes des conflits au sein des cercles dirigeants se réclameront du Baas.

Mais, facteur autrement plus important, les dirigeants des diverses factions Baasistes réussirent à piloter une modernisation des rapports économiques et sociaux syriens qui permettra un indéniable développement économique, base sur laquelle le pays finit enfin par jouir d'une stabilité politique qui, en dépit des guerres durera plusieurs décennies sous le poing de fer du régime militaro-policier sans scrupules de Hafez el Assad..

C'est cependant après avoir dans un premier temps écrasé dans le sang des troubles qui avaient éclaté sous la bannière islamiste et après avoir liquidé diverses oppositions, que le régime baasiste commença à se lancer dans des réformes économiques: nationalisations des ressources minières, des grandes entreprises industrielles, de diverses sociétés étrangères.

A partir de 1966, le régime se «radicalisa» au niveau d'une propagande «socialisante» mais surtout en se rapprochant de Moscou. A l'extérieur, il suivit une politique qui se voulait marquée du sceau du panarabisme et du soutien à la cause palestinienne (ce qui lui vaudra d'être entraîné dans la «guerre des 6 jours» de 1967 où la Syrie perdra la région stratégique du plateau du Golan). A l'intérieur il s'efforça d'impulser un développement économique sur le modèle russe; la faiblesse du capitalisme privé, surtout investi dans le commerce, ne laissait d'ailleurs d'autre alternative que le recours à l'Etat pour jeter les bases d'une industrialisation locale, sans parler de la construction d'infrastructures modernes, notamment pour ce qui est des voies de communication.

Dans l'agriculture, qui était alors le principal secteur économique, la réforme agraire qui avait été initiée en 1958, à l'époque de la R.A.U., est alors relancée. Le but affiché était de liquider la grande propriété latifundiste parasitaire et de pousser à un développement capitaliste de l'agriculture. Si elles ne furent pas révolutionnaires, les transformations furent réelles: les grands propriétaires fonciers qui possédaient 50% des terres avant la réforme n'en possédait plus qu'un peu moins de 18% après, tandis que les paysans sans terre qui représentaient 60% de la paysannerie avant la réforme n'en représentaient plus que 36% après.

Il s'agit d'une réforme capitaliste, avons nous dit, non seulement parce que la propriété privée de la terre n'a évidemment pas été supprimée, mais aussi parce que c'est la couche des paysans moyens (de 10 à cent hectares de terre) qui fut le gros bénéficiaire de la redistribution des grandes propriétés; constituant 15% des paysans, ils possédaient après la réforme 59% des terres, alors que les petits propriétaires qui constituent 48% de la population paysanne, n'en possédaient que 23,6%. La moitié environ de ces petits propriétaires ont des surfaces si petites qu'en dépit des aides de l'Etat, ils ne pourraient survivre sans trouver du travail temporaire à la ville ou sur la terre des paysans riches (4).

La réforme agraire n'a donc pas révolutionné les rapports sociaux à la campagne; elle n'a en fait concerné qu'un peu plus du cinquième des terres cultivables (l'Etat restant le plus gros propriétaire terrien: il n'a jamais été question de distribuer les

terres domaniales aux paysans sans terre). Elle a cependant permis un certain développement d'une agriculture capitaliste utilisant davantage des moyens techniques modernes et employant une main d'oeuvre salariée, dont les tenants sont devenus parmi les plus sûrs soutiens du régime, en particulier dans les régions autrefois délaissées par le pouvoir central.

LA VENUE AU POUVOIR DE HAFEZ EL ASSAD, OU L'ALIGNEMENT DU RÉGIME BAASISTE SUR L'IMPÉRIALISME MONDIAL

Outre à l'hostilité des grands propriétaires latifundistes, désormais marginalisés, l'orientation «socialisante» (lire: capitaliste d'Etat) du régime Baasiste syrien conduisit assez rapidement, après la défaite militaire de 1967, à des frictions avec certains secteurs de la bourgeoisie traditionnelle. Une aile «droite» défendant leurs intérêts se forma autour du ministre de la défense, le général el Assad, qui se mit à contester les orientations de la majorité de l'équipe dirigeante. Après une première tentative en 1969, probablement avortée en raison de l'opposition de l'URSS, le principal allié de la Syrie et son principal fournisseur d'armes, ce sont les événements extérieurs qui ouvrirent à Assad la porte du pouvoir.

En septembre 1970, après un détournement en Jordanie d'avions par le FPLP, les troupes jordaniennes se lancèrent à l'assaut des camps palestiniens du pays. Cette initiative du roi Hussein avait reçu l'appui ouvert des Américains, mais aussi celui de la plupart des Etats arabes, effrayés de constater que les réfugiés Palestiniens présents dans leurs pays avaient pris les armes, ce qui posait une grave menace au maintien de l'ordre. Un slogan des franges palestiniennes les plus radicales était en effet «*le chemin de Jérusalem passe par les capitales arabes*», autrement dit: il faut d'abord renverser les régimes arabes pro-impérialistes pour pouvoir se donner une force suffisante au renversement du colonialisme israélien (5)..

La seule exception à cet état d'esprit était pratiquement constituée par le gouvernement de Damas (6) qui, depuis la défaite militaire de 1967 se posait en adversaire irréconciliable d'Israël, en partisan résolu de la lutte palestinienne et en dénonciateur des autres Etats arabes. Il décida donc d'envoyer ses blindés au secours des Palestiniens. Il n'y a guère de doute que l'entrée dans le combat des troupes syriennes aurait signifié la défaite de l'armée du roi Hussein, confrontée à une résistance plus forte que prévue des guérillas palestiniennes, déjà maîtresses du nord du pays, et au renversement probable du régime jordanien qui faisait face à l'hostilité de la majorité de la population, d'origine palestinienne. Et si le pion jordanien était tombé, c'est tout l'ordre impérialiste dans la région qui aurait été ébranlé, avec des conséquences incalculables.

Les Russes firent connaître leur opposition à cette opération militaire, et Assad ordonna aux blindés syriens de faire demi-tour. De son côté, l'OLP d'Arafat se soumit, elle aussi, au respect de l'ordre impérialiste régional, en appelant les Palestiniens à déposer les armes au nom de la «non-ingérence dans les affaires intérieures des Pays Arabes». Les victimes palestiniennes des soldats Bédouins, dans les bombardements indiscriminés des camps palestiniens, dans les fusillades de combattants désarmés, etc., ont été estimées à près de 10 000 et les blessés à plus de cent mille (principalement des civils); les camps furent rasés et les combattants palestiniennes qui le purent furent

contraints de fuir le pays (essentiellement vers le Liban) pour échapper aux massacres.

Le «septembre noir» jordanien marqua une victoire de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire, unie, de l'URSS aux Etats-Unis, d'Israël aux Etats arabes, en dépit de ses sanglants affrontements internes, contre tout mouvement des masses opprimées et déshéritées: les Etats bourgeois ne font qu'un devant la menace que peuvent présenter les exploités, comme Marx l'avait écrit lors de la Commune de Paris.

Mis en accusation lors du congrès du parti Baas qui se tint peu après, Assad répondit par un coup d'Etat qui le portera au pouvoir jusqu'à sa mort trente ans plus tard: le chemin du pouvoir à Damas passait par le respect de l'ordre impérialiste et l'abandon des Palestiniens à leurs bourreaux jordaniens. Quelques années plus tard, le régime de Assad qui, lors de la guerre de 1973, avait acquis, par comparaison à l'attitude de l'Egypte, une réputation de «fermeté» face à Israël (7), rendit une nouvelle fois un fier service à l'ordre impérialiste mondial; avec l'accord implicite ou explicite des Etats-Unis, d'Israël, de l'URSS et, *mezzo voce*, des Etats Arabes, les troupes syriennes intervinrent en 1976 dans la guerre civile libanaise pour sauver un régime réactionnaire en perdition et empêcher la victoire des Palestiniens et de leurs alliés du «camp progressiste» qui aurait risqué de déstabiliser toute la région.

Le fameux «*axe de la résistance*» à Israël et l'impérialisme dont la Syrie aurait été l'incarnation, n'a jamais existé que dans la propagande officielle de Damas...

LE RÉGIME EL ASSAD OU LA MAIN DE FER AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

A son arrivée au pouvoir en novembre 1970, sur la sinistre vague du «septembre noir» palestinien, Hafez el Assad fut fêté en sauveur par les artisans et les marchands du souk de Damas mobilisés par la bourgeoisie urbaine (8): il représentait en effet la victoire de la fraction du parti Baas défendant plus particulièrement les intérêts de la bourgeoisie commerçante, principalement damascène.

Le mouvement dit de «*rectification*» se traduisit donc immédiatement au niveau de la politique économique: l'intervention de l'Etat dans l'économie pour développer une base industrielle ne disparut pas avec le nouveau régime, mais elle s'accompagna de la levée de restrictions du commerce extérieur, de la restitution de certains biens nationalisés, de mesures d'encouragement au rapatriement des capitaux, de facilités de crédit aux entreprises privées, etc.; la conséquence en fut la forte augmentation de la part du secteur privé dans l'économie (9), en même temps que se dessinait une première ouverture aux investissements étrangers.

Sur le plan politique un «Front National Progressiste» (FNP) regroupant différents partis («communistes», nassériens, socialistes arabes...) qui acceptaient de se subordonner au parti Baas, était constitué pour donner une façade de pluralisme et élargir la base politique d'un régime répressif et autoritaire qui, au fil des années, s'appuiera de plus en plus sur les liens communautaires alaouites pour se protéger.

Mais dans un premier temps, c'est l'idéologie nationaliste arabe qui était exaltée, selon la classique tradition baasiste.

La participation aux côtés de l'Egypte à la guerre d'octobre 1973 contre Israël se solda par une nouvelle défaite militaire arabe, mais par une victoire politique du régime syrien; Hafez El Assad put se glorifier auprès de la population comme auprès

des autres Etats arabes non seulement que les troupes syriennes parties à la reconquête du plateau du Golan perdu dans la guerre de 1967, avaient vaillamment tenu tête aux Israéliens, mais qu'à la différence de l'égyptien Sadate, il refusait de signer une paix séparée avec l'ennemi.

En conséquence, alors que l'Egypte était exclue de la Ligue Arabe (organisation regroupant tous les Etats arabes), la Syrie recevait une aide importante des Etats enrichis par la hausse des prix du pétrole qui lui permettra de surmonter les destructions des bombardements israéliens et de connaître un redémarrage de la croissance économique et du développement industriel (10). Mais dès 1975-76 la croissance laissait place à une crise économique (en phase avec la crise de l'économie mondiale), aggravée par l'arrêt des versements de l'Arabie Saoudite début 1976.

LA RÉACTIONNAIRE OPPOSITION ISLAMISTE, EXPRESSION DE HEURTS D'INTÉRÊTS BOURGEOIS

La forte inflation et la progression du chômage, causée notamment par la crise de la production de coton, alors que la généralisation de la corruption et l'enrichissement rapide d'une poignée d'affairistes provoquait la colère de larges couches de la population, débouchèrent sur une série de manifestations et d'émeutes à Hama, Alep et Homs, durement réprimées par l'armée (11).

Entre-temps la guerre civile avait éclaté au Liban et le premier juin 1976 les troupes syriennes intervenaient dans ce pays pour empêcher la victoire des combattants du camp dit «palestino-progressiste». Renforcées par l'appui syrien, les troupes phalangistes chrétiennes purent passer à l'offensive, s'attaquant en particulier au «camp» de Tall el Zatar qu'ils remportèrent après 52 jours de combat, y massacrant près de 3000 civils...

L'intervention militaire syrienne avait reçu l'aval, implicite ou explicite, de l'impérialisme américain et des Etats bourgeois de la région (Israël avait donné son feu vert à la condition que les troupes syriennes n'aillent pas jusqu'à sa frontière, c'est-à-dire au sud-Liban) (12): une victoire des combattants palestiniens réfugiés au Liban et de leurs alliés, aurait risqué en effet de déstabiliser l'ordre impérialiste régional. Une nouvelle fois Hafez El Assad, le représentant du soi-disant «Front du refus» contre Israël et l'impérialisme, agissait donc, avec l'accord d'Israël, au service de l'impérialisme international en s'attaquant aux Palestiniens!

La présence militaire syrienne au Liban allait durer pratiquement trente ans (13), constituant une véritable rente pour la bourgeoisie et la hiérarchie militaire syriennes (14) qui allaient y multiplier les affaires de toutes sortes. Mais dans un premier temps elle aggrava les difficultés économiques et politiques internes. Une vague d'assassinats politiques marqua la fin des années 70; elle fut d'abord imputée par les autorités syriennes à l'Irak, avant qu'elle ne soit attribuée aux Frères Musulmans (ou à une fraction issue de ce mouvement). Le régime y répondit avec sa férocité coutumière; outre la création de forces militaires lourdement armées spécialisées dans l'écrasement des troubles urbains, des milices armées, recrutées en priorité parmi les membres alaouites du Baas, chargées de la répression furent mises sur pied dans tout le pays. Ces véritables escadrons de la mort se rendirent responsables de divers massacres.

Alep, qui est la plus importante ville industrielle et commerciale du pays, fut le

théâtre à partir de 1979 de nombreuses manifestations, attentats et assassinats après l'arrestation d'un chef religieux opposé au régime; en dépit de la répression, une grève des commerçants éclata en mars 1980 et la fermeture du quartier des affaires dura pendant 2 semaines. A l'appel des Islamistes, la contestation s'étendit à d'autres villes et même Damas semblait sur le point d'emboîter le pas. Dans cette situation grosse d'incertitudes pour le régime, le président des Chambres de commerce syriennes rallia les gros commerçants de Damas pour qu'ils prononcent publiquement leur soutien au gouvernement, faisant échec à l'extension du mouvement (15): la bourgeoisie damascène manifestait ainsi son appui au régime d'Hafez el Assad, dont elle avait beaucoup plus profité que la bourgeoisie d'autres régions.

Rassuré sur la situation dans la capitale, le gouvernement put mobiliser plusieurs milliers de soldats et des centaines de blindés qui, après avoir arrêté et massacré près de deux cent personnes dans la localité de Jisr al Shugur où des manifestants avaient attaqué le siège du Baas, instaurèrent un régime de terreur à Alep pendant près d'un an. Le nombre de morts a été estimé à 2000, auxquels il faut ajouter un nombre indéterminé de personnes arrêtées, brutalisées, torturées.

Les attentats continuèrent cependant, touchant même la capitale. En juin 81 après une tentative d'assassinat contre Hafez el Assad, près de 550 détenus accusés d'être membres ou sympathisants des Frères Musulmans furent en représailles tués de sang froid dans les cellules de la prison de Palmyre.

LE MASSACRE DE HAMA

Mais à Hama, en février 1982, le régime fut confronté pour la première fois à une véritable insurrection: quelques centaines d'insurgés prirent d'assaut les postes de police et bâtiments officiels et se rendirent maîtres de la ville. Plus de 10 000 soldats furent alors envoyés pour écraser les insurgés qui se retranchèrent dans les vieux quartiers aux ruelles inextricables. Les combats durèrent 3 semaines et la répression particulièrement sauvage fit peut-être de 10 à 25 000 victimes (soit près du dixième de la population de la ville!) (16), beaucoup d'entre elles, souvent des familles entières, ayant été exécutées sans jugement. Nombre de personnes emprisonnées disparurent à jamais.

La révolte de Hama, et plus généralement les troubles de cette période, sont le plus souvent présentés comme une insurrection confessionnelle, comme un lutte d'essence religieuse. Mais si la révolte contre le régime s'est faite derrière le drapeau de l'islamisme, de la lutte contre la secte des Alaouites et/ou du nationalisme antisioniste, il s'agissait en fait d'un conflit entre fractions bourgeoises.

«Ce n'est pas tant Hama "la Pieuse" qui se soulève contre le laïcisme du Baas, que les grandes familles d'industriels de la ville, ruinées par les usines d'Etat (...). Et si Alep devient l'épicentre du mouvement islamiste, c'est en partie parce que sa bourgeoisie a particulièrement souffert de la réforme agraire et que la capitale du Nord s'est vue davantage marginalisée par Damas, sa rivale. Les élites traditionnelles des grandes villes sunnites, Alep, Homs et Hama, qui sont derrière les manifestations urbaines depuis 1971, sont les alliés objectifs des Frères [musulmans]. Elles leur fournissent les fonds et les armes», écrit une spécialiste de la Syrie (17). Il faut ajouter que les ingérences extérieures pour soutenir ces mouvements de

révolte sont plus que probables (18).

Mais ce qui est le plus important de relever, c'est que, grâce à l'idéologie religieuse, les forces bourgeoises régionales lésées par les orientations économiques du régime purent détourner et mobiliser à leur profit le mécontentement de larges secteurs de la petite-bourgeoisie et des couches paupérisées de la population urbaine.

La classe ouvrière, étroitement muselée dès l'origine avec l'appui des prétendus «communistes» par le régime baasiste qui interdit le droit de grève et le droit d'organisation syndicale indépendante (code du travail de 1985), n'était absolument pas en mesure de se manifester comme une force autonome, et encore moins comme une force de classe combattant le capitalisme – ce qui aurait été la condition pour réduire l'influence de l'Islamisme réactionnaire sur les masses en s'appuyant sur le mécontentement général pour se mettre à la tête de la lutte contre un régime haï. C'est la situation qui se répète malheureusement trente ans plus tard...

Le massacre de Hama marqua la fin de l'opposition islamiste au régime et même pratiquement de toute opposition (si l'on excepte la tentative malheureuse de Rifaat el Assad de s'emparer du pouvoir à l'occasion de la maladie de son frère Hafez), alors même que la Syrie connaissait une grave crise économique à partir de 1986. Virtuellement en faillite, l'Etat se trouva incapable de payer ses dettes alors qu'il devait faire face à d'importantes dépenses militaires, la moitié du budget y étant consacré: il fut obligé de faire appel au FMI.

Ce seront finalement le développement de la production pétrolière, devenue première ressource d'exportation syrienne, puis l'enrôlement de la Syrie dans la coalition américaine lors de la première guerre américaine contre l'Irak, qui permettront un redémarrage de la croissance économique au début des années quatre-vingt dix. Les aides financières de l'Arabie Saoudite (où des troupes syriennes protégeaient les installations pétrolières) et des pays du Golfe, une ouverture (limitée) aux investissements étrangers et des mesures de libéralisation économique, firent plus que compenser la perte de l'allié soviétique: un véritable boom économique s'en suivit, avec une croissance du PIB de l'ordre de 10% par an pendant quelque temps. Mais ce n'était qu'un feu de paille; à partir de la deuxième moitié des années quatre-vingt dix, la croissance ralentit et l'économie entra en récession lors de la chute des prix du pétrole. Au point qu'un rapport officiel du nouveau gouvernement installé par Bachar el Assad, pouvait écrire que les années 1997-2003 avaient été des «années perdues» pour l'économie syrienne.

LES ILLUSIONS DU «PRINTEMPS DE DAMAS»

L'accession au pouvoir de Bachar el Assad à la mort de son père en 2000 fut suivie d'une libéralisation politique, sans aucun doute limitée, mais qui tranchait avec la période précédente; pour la première fois des critiques des orientations économiques du régime paraissaient dans la presse officielle, les partis membres du FNP étaient autorisés à avoir une certaine indépendance, la lutte contre la corruption était une nouvelle fois annoncée, etc. Une centaine d'intellectuels signèrent une déclaration publique demandant la levée de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques, le pluralisme politique, des forums de discussion s'organisaient parmi l'intelligentsia...

Il ne fallut pas longtemps pour que se dissipe l'illusion du démocratique «printemps de Damas» vanté par les médias internationaux; dès que Bachar eut consolidé son pouvoir, les services de sécurité arrêterent les intellectuels et les opposants démocrates qui avaient mordu à l'hameçon!

Cependant pour l'impérialisme, autrement plus importantes étaient les perspectives de «réformes économiques» et d'ouverture aux capitaux internationaux que mettaient en avant la nouvelle équipe.

Chirac, en porte-parole d'un impérialisme français qui ne peut rester à l'écart d'une région où il a toujours d'importants intérêts, se proposa de jouer le rôle d'introducteur du jeune président syrien auprès des puissances capitalistes européennes; un accord d'association économique avec l'Union Européenne, en discussion depuis des années, qui prévoyait la libéralisation de l'économie syrienne, fut paraphé; des spécialistes français furent chargés de réaliser un «audit» des structures économiques étatiques de la Syrie en vue de leur réforme et de leur privatisation; la concession d'un important gisement gazier fut promise à Total (qui était déjà présent dans le pays dans l'extraction pétrolière), etc.

Mais là aussi les perspectives d'ouverture se révélèrent vite illusoires; les mesures de privatisation et de libéralisation économiques se firent essentiellement au profit de capitalistes locaux, l'accord avec l'Union Européenne n'entra jamais en application et la concession gazière échappa à Total (19).

Ulcéré, l'impérialisme français, qui se heurtait en outre aux intérêts syriens au Liban (par exemple à propos de l'éventuelle privatisation du port de Beyrouth), incita le premier ministre libanais Hariri à déposer avec la France et les Etats-Unis une motion au Conseil de sécurité de l'ONU pour exiger le retrait des troupes syriennes au Liban. La réponse de Damas ne se fit guère attendre: quelques mois plus tard, en février 2005, le milliardaire Hariri, «ami personnel» de Chirac, lié à l'Arabie Saoudite et qui avait été intronisé par la Syrie avant de devenir son opposant, était tué dans un attentat (20). Toutefois les pressions américaines, européennes et saoudiennes furent telles qu'elles contraignirent la Syrie à mettre fin à sa présence militaire au Liban - ce qui ne signifiait pas la fin de son influence multiforme sur ce pays, mais l'affaiblissait cependant.

Ostracisée par les Etats-Unis sous l'administration Bush à cause de son soutien au régime de Saddam Hussein et à son alliance avec l'Iran, en butte pour les mêmes raisons à l'hostilité de l'Arabie Saoudite et de l'Europe après l'assassinat de Hariri, la Syrie, abandonnant au passage sa revendication territoriale historique sur la région d'Antioche (Alexandrette) donnée à la veille de la deuxième guerre mondiale par la France à la Turquie, s'est alors tournée vers le gouvernement d'Ankara, dont les rapports avec Israël s'étaient de plus en plus dégradés. Elle a également accru ses liens économiques avec la Chine et le Qatar.

Mais ses principaux soutiens restent l'Iran qui, à travers l'Irak chiite, a un accès par la Syrie à la Méditerranée et au commerce mondial; et la Russie qui dispose sur la côte syrienne de sa seule base militaire navale en Méditerranée et de sa dernière au Moyen-Orient. Inexorablement évincée au cours des dernières décennies de ses positions dans la région par l'impérialisme américain, avec la perte de cette base, si limitée soit-elle, la Russie serait pratiquement rejetée au rang de puissance bloquée dans la Mer Noire, sans plus aucun accès facile aux «mers chaudes»!

En ce qui concerne l'impérialisme français, la posture de confrontation avec le

régime d'el Assad suivie par Chirac était de plus en plus critiquée dans les cercles impérialistes intéressés à la région, peut-être alarmés par le fait que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne s'emparaient de parts du marché syrien perdues par la France, mais surtout désireux d'arriver à un accord avec la Syrie au Liban. Aussi, dès son élection à la présidence, Sarkozy entreprit de renouer avec Damas, d'abord sur le plan de la coopération policière anti-islamiste, ensuite sur la question libanaise (accords dits de Doha sous l'égide du Qatar pour la formation d'un gouvernement libanais d'«union nationale») et enfin pour l'intégrer dans son fumeux projet impérialiste d'«Union pour la Méditerranée».

«*Même s'il n'y avait pas de Syriens, il y aurait un problème syrien*» a écrit un historien souvent cité (21). La position géo-stratégique de la Syrie lui confère une importance dans la politique régionale et mondiale de l'impérialisme sans rapport avec son poids économique propre et quel que soit le régime en place.

C'est pourquoi dans la guerre civile actuelle, comme dans toutes les crises précédentes, les puissances capitalistes locales et internationales ne peuvent manquer d'intervenir pour pousser leurs pions et faire avancer leurs intérêts. C'est ce qu'a fait et ce que fait l'impérialisme français en misant sur la chute du régime qu'il venait de courtiser, comme il l'avait déjà fait en Libye. Et c'est aussi ce qu'a fait et fait la Turquie, rompant avec un régime qui se révélait incapable de maintenir l'ordre sur son territoire: à plusieurs reprises le gouvernement d'Ankara a menacé d'une intervention militaire, en particulier au cas où les Kurdes de Syrie devenaient indépendants. Et si la situation en Syrie évoluait vers un chaos «incontrôlable» pour l'impérialisme, la Turquie, renouant avec l'ancienne domination ottomane, serait la seule puissance à même d'envoyer des troupes pour rétablir le talon de fer de l'ordre bourgeois...

Quelle que soit l'issue à court terme de la tragédie syrienne actuelle, même si par extraordinaire un accord négocié sous l'égide de l'impérialisme mondial entre l'opposition et le régime mettait fin aux combats, tant que le prolétariat n'aura pas renversé le capitalisme international, la Syrie et plus généralement le Moyen-Orient resteront une zone de tempête, un foyer de tensions toujours prêtes à exploser et à donner naissance à des affrontements violents et à des guerres entre les diverses puissances capitalistes, régionales et mondiales, dont les masses exploitées et opprimées sont toujours les victimes.

(1) Les fondateurs du parti Baas, Michel Aflak et Saleh Bitar, ont raconté avoir découvert le «socialisme» lors de leurs études à Paris dans les années trente, mais un socialisme non marxiste parce que le marxisme était un facteur de division de la nation arabe. En fait ils avaient d'abord été séduits par la «socialisme» stalinien, lorsque celui-ci s'identifiait en Syrie au nationalisme. Ils rompirent avec le PC Syrien lorsque celui-ci, conformément à la politique stalinienne, abandonna la revendication nationale pour la défense de l'impérialisme français au nom de la lutte contre l'Allemagne nazie.

(2) Patrick Seale, le grand spécialiste britannique de la Syrie, s'affirme peu convaincu d'un rôle des Etats-Unis dans l'instigation du coup d'Etat, mais il écrit qu'on ne peut en dire autant d'une participation française. Il affirme toutefois que les Etats-Unis

étaient au courant de la préparation de ce coup d'Etat. cf P. Seale, «*The Struggle for Syria*», Oxford University Press 1965, p. 36.

Quoi qu'il en soit, le régime du colonel Zaïm sera résolument pro-français. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il sera fusillé ainsi que son premier ministre, tous deux kurdes, par les hommes du colonel Hennaoui, fervent partisan d'un rapprochement avec les intérêts anglais. Renversé au bout de quelques mois en raison de sa volonté d'unir la Syrie avec l'Irak (sous domination britannique), ce militaire druze sera assassiné à Beyrouth par des Kurdes voulant venger le meurtre de leurs coreligionnaires.

(3) P. Seale écrit: «*A la fin de l'été 1957, la Syrie était arrivée à deux doigts de la désintégration en tant que communauté politique organisée. Non seulement parce qu'il n'y avait pas de consensus général sur les règles du comportement politique, mais, plus grave encore, parce que beaucoup de Syriens avaient perdu confiance dans l'avenir de leur pays en tant qu'entité indépendante*». cf «*The Struggle for Syria*», op. cit., p. 308.

Il ne s'agit pas là de psychologie, mais du reflet parmi les cercles dirigeants des problèmes causés par l'instabilité politique interne: «*Les désordres se multiplient; les factions en viennent aux mains; l'anarchie gagne et l'ordre public ne peut plus être maintenu*» écrit Claude Palazzoli dans «*La Syrie. Le rêve et la rupture*». Le Sycomore, Paris 1977, p.169. Michel Aflak, le dirigeant historique du Baas, parti qui fut le plus chaud artisan de l'unification avec l'Egypte, expliquait: «*nous voulions un Etat fédéral assez fort et assez centralisé pour résister aux manoeuvres des opposants à l'intérieur et des Gouvernements étrangers à l'extérieur*», cf «*The Struggle...*» op. cit., p. 318.

(4) Statistique citée dans «*Syria. Society, Culture and Polity*», State University of New York Press 1991, p. 37.

(5) Ces organisations, même les plus extrémistes, n'ayant jamais dépassé le cadre du nationalisme bourgeois, ne pouvaient en réalité envisager la seule perspective historiquement possible de renversement des Etats de la région: celle de la révolution **prolétarienne** en couronnement de la lutte de classe anticapitaliste. Ils parlaient de renverser ces régimes (comme par exemple le FPLP au sujet de la Jordanie) parce qu'ils étaient des obstacles à la lutte palestinienne, parce qu'ils étaient inféodés à l'impérialisme, parce qu'ils étaient corrompus, etc., non parce qu'ils étaient capitalistes. Ils s'interdisaient ainsi de mobiliser les prolétaires et les masses exploitées et opprimées...

(6) Le régime irakien, lui aussi se réclamant du Baasisme (les chefs historiques du Baas s'y étaient réfugiés après avoir été exclus du Baas syrien), fit des déclarations bruyantes de soutien aux Palestiniens; mais il s'abstint de la moindre action concrète en leur faveur...

(7) Sa «fermeté» face à Israël et les Etats-Unis lui valut de recevoir des financements arabes lui permettant de surmonter les destructions causées par Israël à une partie de son infrastructure économique; mais cette fermeté toute relative déboucha lors des négociations sur un engagement à empêcher toute action de guérilla contre Israël à partir de son territoire. Cet engagement fut intégralement respecté pendant les décennies qui suivirent, faisant de la frontière avec la Syrie, la plus sûre d'Israël...

(8) cf Caroline Donati, «*L'Exception syrienne*», Ed. La Découverte 2009, p. 60.

(9) Bien que la plupart des nouvelles entreprises privées industrielles étaient de

petite ou très petite taille, le secteur privé réalisait en 1972 plus du tiers de la production industrielle et employait 62% de la main d'oeuvre du pays. cf Fred H. Lawson «*Why Syria goes to war*», Cornell University Press 1996, p. 79.

(10) Les Etats arabes s'engagèrent à fournir à la Syrie une aide d'un milliard de dollars par an, qui servit, outre à la reconstruction, à la création de grands établissements industriels. Comme cela arrive dans ce genre de situations, il s'agit souvent d'«éléphants blancs» improductifs qui enrichissent surtout les multinationales qui les fournissent et les intermédiaires locaux. Les cas les plus célèbres en Syrie de ces désastres pour les finances syriennes ont été une usine de pâte à papier construite par un consortium italo-autrichien et une usine d'ammoniaque construite par la firme française Creusot-Loire. cf Patrick Seale, «*Assad. The struggle for the Middle East*», IB Tauris and co., 1990, p. 448.

(11) cf Fred. H. Lawson, op. cit., p. 83-93.

(12) Cet accord d'Israël, dit de la «*ligne rouge*», fut défini dans une lettre à Kissinger, qui le transmit à Damas. cf Patrick Seale, op. cit., p. 279-280. Israël voulait avoir les mains libres au sud Liban, mais la conséquence est que les réfugiés palestiniens y instaurèrent un véritable «Fatahland». Lorsque les troupes israéliennes envahirent le sud Liban en 1982 pour y mettre fin, les troupes syriennes, respectant à la lettre l'accord de 1976, ne bougèrent pas le petit doigt pour venir au secours des Palestiniens. Mais cela n'empêcha pas les Israéliens de les attaquer dans le but de les refouler du Liban où ils voulaient installer un régime à leur botte. Les Américains durent s'y prendre à plusieurs fois pour imposer aux troupes de Sharon l'arrêt de leurs attaques contre les Syriens.

(13) Les troupes syriennes se livrèrent à différentes attaques, tantôt contre les Chrétiens, tantôt contre les «Palestino-progressistes» avant que leur présence soit définitivement acceptée. En février 1987, elles pénétrèrent dans Beyrouth Ouest avec la bénédiction impérialiste pour empêcher que les combats entre les «partis progressistes» et les Chiïtes d'Amal ne débouchent sur une situation «incontrôlée».

(14) Selon certaines estimations, les bourgeois syriens retiraient, de façon directe ou indirecte, près de 2 milliards de dollars par an de la présence syrienne au Liban (*Libération*, 29/4/2005). Une dépêche de l'AFP du 2/3/2005 estimait ces prélèvements à seulement 750 millions de dollars. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de doute que cela représentait une véritable manne pour certains secteurs de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire syrienne engagés dans toute une variété de trafics.

(15) cf Nikolaos Van Dam, «*The struggle for power in Syria*», IB Tauris, 2011, p. 326

(16) Le gouvernement syrien réussit à empêcher que circule l'information sur le massacre de Hama. On peut consulter sur internet une brève histoire à www.massviolence.org/Article?id_article=139. Des informations ont fait état du refus de soldats à obéir aux ordres, et même à des désertions pour rejoindre la rébellion (cf Seale, op. cit., p. 133). Mais les Frères Musulmans affirmèrent que les troupes envoyées écraser l'insurrection avaient été triées pour ne pas que s'y trouvent des soldats originaires de la région et pour que les officiers soient très majoritairement alaouïtes afin d'empêcher tout refus d'obéissance (cf Van Dam, op. cit. p. 114-115).

(17) cf Caroline Donati, op. cit., p. 91. Elle écrit aussi que la charte des Frères Musulmans publiée en 1980 «*reflète les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie*»: «*Priorité à la propriété et au secteur privés, liberté économique pour les marchands et artisans, protection de l'Etat pour les petits entrepreneurs*». Les cadres du

mouvement islamiste sont des religieux (*oulémas*) issus de familles commerçantes; «à côté d'eux se trouvent des éléments de la petite bourgeoisie marchande des souks, marginalisés par les nouveaux entrepreneurs, pénalisés par la politique de modernisation des grandes installations industrielles du secteur public autour d'Alep et de Hama (...) gênés enfin par les interventions de l'Etat dans le commerce».

(18) Les Irakiens, qui voulaient faire payer au régime syrien son soutien à l'Iran dans la guerre en cours, relayèrent à la radio les appels des Islamistes à la généralisation de la révolte. Les autorités de Damas mirent en cause les Etats-Unis et Israël, tandis qu'à Paris certains journaux parlèrent de soutien français aux Islamistes syriens, en représailles d'attentats syriens...

(19) Selon l'économiste Samir Aita, l'éviction de Total est généralement considéré comme la principale cause du conflit politique entre la Syrie et la France au cours de ces années. cf «*La Syrie au présent*», Actes Sud, 2007, p. 571.

(20) Mais selon le journal économique américain *Fortune*, l'assassinat de Hariri serait lié au scandale de la faillite de la banque libanaise Al Madina qui abritait des intérêts syriens. cf *Fortune Magazine*, 11/5/2006.

(21) cf. Albert Hourani, «*Syria and Lebanon. A political essay*», Oxford University Press, 1946, p. 6.

L'économie syrienne

(«le prolétaire», N° 507, Avril - Mai 2013)

Depuis le début des manifestations en mars 2011, la guerre civile, selon les estimations de l'ONU, se serait soldée par près de 60.000 victimes et un million et demi de réfugiés (plus de 450.000 dans le seul Liban, selon le HCR); un rapport présenté par une organisation onusienne des Pays Arabes vient d'estimer les pertes pour l'économie de la Syrie à 48 milliards de dollars (équivalent à 80% du PIB annuel du pays avant les événements), les secteurs de l'industrie, des matières premières et des transports s'étant effondrés, d'abord sous le coup des sanctions européennes, puis de la désorganisation liée à la guerre civile. Mais examinons quelle était la situation à la veille de cette crise.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EXPLOSIVE

La population actuelle du pays serait, selon certaines estimations, supérieure à 22 millions d'habitants. Une forte croissance démographique a fait qu'en cinquante ans le chiffre de la population a été multiplié par 4,5 environ: il se montait à moins de 5 millions en 1960. C'est une augmentation nettement supérieure à celle de ses voisins comme Israël (qui compte 7,5 millions d'habitants), le Liban (4,5 millions), la Jordanie (6 millions) ou la Turquie qui, avec ses 79 millions d'habitants, reste cependant un véritable géant en comparaison des autres pays. Seul l'Irak, avec 32 millions d'habitants, a connu une augmentation de population comparable (4,2 fois). Si le taux de natalité a baissé, surtout avec la crise du milieu des années quatre-vingt, il reste nettement supérieure à celle de la plupart des Pays Arabes et le taux de fécondité est de 3,5 enfants par femme.

Cette hausse importante de la population s'est accompagné d'un développement indéniable de la Syrie et un profond changement d'un pays qui était autrefois essentiellement agricole. Lors de la «grande révolte» de 1925 l'agriculture occupait ainsi près de 70% de la population et on ne dénombrait que 150 entreprises industrielles en majorité à capitaux européens (surtout français) dont aucune n'avait plus de 300 ouvriers.

Selon les statistiques officielles l'agriculture n'occupait plus au début des années 2000 qu'entre 25 et 30% de la population active, selon les sources, (contre 50% dans les années soixante-dix), mais seulement 14% dans le secteur dit «formel», le reste, soit un million de personnes, se trouvant dans le «secteur parallèle informel» (c'est-à-dire paysans sans terre et ouvriers agricoles sans aucun droit). En 2007 elle représentait

20,4% du PIB, alors que l'industrie (au sens large: y compris le pétrole) en représentait 31,6% (dont 7,8% l'industrie proprement dite, «manufacturière» dans le jargon économique anglo-saxon) et les «services» (du commerce à la Fonction Publique) 48%.

Dès l'arrivée de Bachar el Assad au pouvoir une «contre-réforme agraire» a été enclenchée avec la privatisation des fermes d'Etat, allouées en parcelles aux anciens propriétaires expropriés lors de la réforme agraire et aux paysans sans terre. Inutile de dire que cela a abouti à la reconstitution de grandes propriétés, accentuant un processus déjà à l'oeuvre, mais de façon déguisée, sous la forme de locations des terres (1). Dès 1986 les entreprises agricoles privées avaient été exemptées de toutes les lois relatives au code du travail, de toutes les restrictions sur la possession de devises, et de tous les règlements d'import-export, à condition de reverser le quart de leur production à l'Etat.

Avec le développement de l'irrigation, ces mesures avaient donné un coup de fouet à la production des cultures d'exportation, faisant de l'agriculture dans les années 90 une composante importante du produit national et du commerce extérieur. Les principaux produits agricoles exportés sont le coton brut, suivi du bétail et de produits agro-alimentaires.

Mais l'agriculture dans un pays aride comme la Syrie est très dépendante des aléas climatiques, et 4 années de sécheresse à partir de 2007 ont contraint pour la première fois à des importations de blé (dont la production a pourtant quintuplé depuis 1970), en même temps qu'elle provoquait une accélération de l'exode rural (20-30% de migrations de 2008 à 2009!) et la réapparition de la famine dans les villages du nord consécutive à la hausse des prix des produits alimentaires. 800 000 personnes de cette région auraient perdu leurs moyens d'existence, et 2 à 3 millions de personnes seraient en «*situation d'insécurité alimentaire*». La réaction gouvernementale a été tardive et insuffisante, alors que des plans anti-sécheresse sont en discussion... depuis dix ans! (2).

UN PAYS CAPITALISTIQUEMENT PEU DÉVELOPPÉ

Sur le plan du commerce extérieur, la Syrie a encore le profil d'un pays sous-développé qui exporte essentiellement des matières premières; si l'on prend le PIB par habitant comme un indice, sans doute grossier, mais néanmoins instructif, du développement capitaliste, on constate qu'il est significativement inférieur à la moyenne des Pays Arabes du Proche Orient: 1822 euros contre 2998 (chiffres du FMI).

En dépit de ce sous-développement relatif, la Syrie a cependant connu une importante évolution économique depuis son indépendance. Après la venue au pouvoir du Baas, l'Etat s'est employé à favoriser un développement industriel dont il a été le principal acteur après les nationalisations de la deuxième moitié des années soixante des rares grandes installations industrielles existantes, et, à partir des années soixante-dix, de la création de nouvelles.

Mais avec la crise financière de 1986, les ressources pour les investissements étatiques se tarirent, et le gouvernement se tourna vers les capitalistes privés. La croissance du secteur industriel privé sera rapide (la réussite la plus spectaculaire étant l'industrie pharmaceutique produisant sous licence ou des génériques, qui arrive à couvrir 80% des besoins du pays).

Mais c'est surtout le développement de la production pétrolière à partir de cette date qui a permis à la Syrie de surmonter ses difficultés. Cette production, modeste (0,5% de la production mondiale en 2010), est réalisée essentiellement par Shell (400 000 barils par jours au début des années 2000) et Total (anciennement Elf) associée à la société étatique SPC (Syrian Petroleum Company) (50 000 barils/jour à la même époque). Le pétrole représente aujourd'hui 20% des exportations syriennes et constitue 23% du revenu de l'Etat. Mais les réserves pétrolières sont en voie d'épuisement et la production de 610 000 barils par jour en 1995, est tombée à 385 000 en 2010. On estime que d'ici une quinzaine d'années la Syrie redeviendra importatrice de pétrole.

Selon la Banque Mondiale, la croissance de l'industrie proprement dite atteignit les 14,9% par an au cours de la décennie 1997-2007 (avant l'éclatement de la crise économique internationale qui comme ailleurs a eu des retentissements négatifs). Mais les industries étatiques sont peu rentables et elles souffrent du manque d'investissements, tandis que les entreprises privées sont de petite taille: en 2008 il y avait selon les statistiques officielles pas moins de 199 000 entreprises industrielles, employant un total de 700 000 personnes, soit une moyenne de 3,5 employés par entreprise!

Comme en outre pratiquement les seules grandes entreprises sont celles d'Etat, on voit que l'immense majorité de ces entreprises privées «industrielles» relèvent en réalité de l'artisanat. Peu compétitives sur le marché mondial, les entreprises industrielles syriennes souffrent d'avoir perdu leurs marchés dans les pays du bloc soviétique, comme le montre le cas du textile.

L'industrie du textile et des vêtements, qui est la deuxième du monde arabe après l'Egyptienne, est la principale industrie syrienne. Employant près du quart de la main-d'oeuvre industrielle du pays, les 26 000 entreprises recensées (soit 3,8 employés par entreprise), sont situées à Alep et à sa région. Spécialisées dans des produits bas de gamme, elles sont soumises à une intense concurrence de la Turquie (avec qui des accords de libre-échange ont été passés), de l'Asie et des autres pays arabes auxquelles elles ne peuvent essayer de résister que par les très bas salaires de la main d'oeuvre: la production de l'industrie textile a subi une diminution de 80% entre 2009 et 2010! On imagine les conséquences de cette débâcle sur les milliers de ces micro-entreprises: leurs patrons ruinés et leurs employés au chômage sont allés rejoindre les rangs des opposants au régime...

LA CONDITION OUVRIÈRE

Nous avons dans la structure de l'industrie une première explication du manque de réaction de la classe ouvrière en tant que telle: il n'y a pas en Syrie de grandes concentrations ouvrières comparables aux gigantesques usines textiles du nord de l'Egypte qui, par leurs luttes, ont donné le coup d'envoi aux mouvements de protestation qui conduisirent à la chute de Moubarak. Les prolétaires salariés syriens sont le plus souvent noyés dans la masse populaire des petits artisans, des petits commerçants et des paysans dont ils partagent les coutumes et le mode de vie; nombreux sont en outre ceux qui reviennent au monde rural lorsque l'emploi salarié fait défaut. On a ainsi par exemple signalé dès le début des années 90 un retour dans les exploitations agricoles de la périphérie de Homs de travailleurs qui les avaient quittées pour trouver un emploi dans l'industrie chimique ou dans des administrations qui se mettaient à

licencier (3): le même phénomène s'est sans aucun doute reproduit ailleurs.

Face aux mauvaises conditions de vie et de travail, face à un chômage dépassant les 20%, il existait aussi une issue plus facile que la lutte dans un pays ultra-répressif et contrôlé (dans les entreprises, l'adhésion au syndicat unique, véritable police des travailleurs, est obligatoire): l'émigration, principalement au Liban voisin. Il n'existe pas de chiffres officiels, mais on estime le nombre de travailleurs syriens au Liban de 500 000 à un million; ils y constituaient jusqu'à 30 % de la main d'oeuvre à la fin des années quatre-vingt dix (4). Le retrait des troupes de Damas au début des années 2000 entraîna un départ en masse de ces travailleurs, mais ce départ ne fut que temporaire.

Relégués comme les Palestiniens dans les emplois les plus difficiles et les plus mal payés, parfois victimes de véritables pogroms, sans pratiquement aucun droit social, ils trouvent cependant au Liban des conditions bien meilleures que dans leur pays d'origine, qui font de cette émigration une très efficace soupape de sécurité des tensions sociales en Syrie. Mais les difficultés économiques au Liban tendaient dans la dernière période à restreindre cette opportunité pour les travailleurs syriens.

Depuis les mesures d'«ajustement structurel» des années quatre-vingt dix en Syrie, le chômage a atteint un niveau élevé; officiellement à 16% en 2009, il était estimé en général être supérieur à 20% de la population active, touchant davantage les femmes et les jeunes. Il faut dire que 300 000 personnes arrivent chaque année sur le marché du travail, alors que l'économie est bien incapable d'offrir un nombre d'emplois correspondant.

En 2003, 38% des emplois se trouvaient dans le secteur «informel», sans aucun droit ni couverture sociale; mais en réalité une bonne partie des travailleurs faisant théoriquement partie du secteur formel sont en fait eux aussi des «informels»: en effet seuls de 14 à 22% (selon les études) des employés du secteur privé formel y sont inscrits à la Sécurité Sociale, pourtant obligatoire. Au total les deux-tiers des emplois (64%) dont 89% des emplois du secteur privé, auraient été informels; leur part était écrasante dans la construction, les transports et l'agriculture. Depuis cette date, la situation a empiré, en particulier à la suite de l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés irakien.

Les salaires en Syrie sont très bas, comme nous l'avons dit. En 2003 le salaire moyen était de 4500 Livres, soit 3 euros par jour (5)! Et dans l'agriculture 80% des salariés avaient un salaire inférieur à ce niveau. Les salariés de la Fonction Publique avaient autrefois une situation privilégiée; mais leurs salaires ayant été bloqués, les fonctionnaires ont connu une forte baisse de leur niveau de vie. En dépit de hausses accordées dans les années 2000, leurs salaires réels sont toujours bien inférieurs à ce qu'ils étaient dans les années 60 et 70.

On estime aujourd'hui que 80% des fonctionnaires touchent un salaire qui permet à une famille avec enfants de vivre seulement une dizaine de jours par mois. Trouver un deuxième emploi est donc vital pour eux, s'ils ne peuvent profiter de leur situation pour extorquer des bakchichs: un enseignant sera ainsi successivement chauffeur de taxi, gardien de nuit...

Mais la pire des situations est celle des journaliers du secteur informel; touchant des salaires véritablement de famine, incertains du lendemain, ils sont pieds et points liés aux patrons qui veulent bien les employer...

En face de cette situation dramatique des prolétaires, une couche de nouveaux capitalistes prolifère, amassant des fortunes fabuleuses grâce à leurs bonnes relations,

comme le fameux Makhlof, cousin d'el Assad, l'homme le plus riche de Syrie qui contrôlerait 60% de l'économie à travers ses différents holdings (6).

La libéralisation économique entreprise par Bachar el Assad, critiquée pour sa timidité par les capitalistes internationaux, a cependant bien fonctionné sur le plan des conditions de travail prolétariennes: le nouveau code du travail adopté en avril 2010 a essentiellement pour but d'alléger les contraintes pesant sur les employeurs (qui était pourtant rarement respectées dans les faits) et de supprimer les rares semblants de garantie existant pour les travailleurs. Par exemple les fonctionnaires pouvaient selon le nouveau code être licenciés sans motifs particuliers et sans recours possible...

* * *

Ce rapide tour d'horizon démontre que les causes de la brutalité et de l'omniprésence de la répression en Syrie ne sont pas à chercher dans le tempérament sanguinaire d'Assad père ou fils, mais dans la situation d'un capitalisme d'autant plus féroce qu'il est plus faible; sans cette répression, le pays aurait connu depuis longtemps une explosion sociale contre l'exploitation bestiale nécessaire au développement du capitalisme local. Mais l'affaiblissement de l'Etat syrien à cause de l'épuisement de la croissance économique, a fait qu'en dépit de la puissance de son appareil répressif, il n'a pu comme à Hama en 1982, écraser les foyers de révolte.

Face aux progrès de la rébellion, le régime syrien peut encore s'appuyer sur les divisions communautaires que le colonialisme français avait cultivées selon le vieille politique du «diviser pour régner», et qu'il a laissé en héritage empoisonné à la Syrie indépendante.

Mais pour le capitalisme, la grande chance est l'absence en Syrie de toute force qui le remette en cause: autrement dit l'absence du prolétariat **en tant que classe**, organisé en parti et luttant pour le renverser par la révolution communiste. Cette absence dont les causes ne sont pas locales et contingentes, dues à l'histoire ou à la culture syriennes, mais historiques et générales (la défaite internationale de la révolution prolétarienne au siècle dernier et la formidable expansion du capitalisme après le bain de sang de la guerre mondiale), est la véritable tragédie de l'époque actuelle.

Les sanglants événements de Syrie sont un avertissement aux prolétaires du monde entier: s'ils ne trouvent pas la force de rompre avec toutes les orientations bourgeoises, qu'elles soient religieuses, nationales ou démocratiques, pour reprendre la voie de la lutte et de l'organisation indépendante de classe, les crises les plus aiguës seront retournées contre eux par les tenants du capitalisme et ils finiront comme chair à canon des affrontements bourgeois.

Une aide véritable aux prolétaires de Syrie ne réside pas dans un soutien sans principe, éventuellement en collaboration avec «notre» impérialisme, à des organisations rebelles **intégralement bourgeoises** et anti-prolétariennes (avec le prétexte qu'elles sont laïques) comme le proposent par exemple les néo-trotskyistes du NPA (7); ou, pire encore, au régime de Assad «agressé par l'impérialisme» comme le voudraient les courants et partis néo-staliniens; même si elle ne peut être «immédiate», la véritable solidarité de classe due aux prolétaires de Syrie et d'ailleurs consiste à travailler, ici, au coeur des Etats qui dominent la planète, à la reconstitution de l'organisation de classe et à la reprise de la lutte prolétarienne

révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme mondial.

Alors seulement pourra sonner l'heure de la vengeance de toutes les innombrables victimes du capitalisme, le plus cruel et le plus barbare de tous les modes de production que l'histoire ait connu.

(1) cf «*La Syrie au présent*», op. cit., p. 739-745. Le dédommagement des grands propriétaires expropriés lors de la réforme agraire a été évoqué à plusieurs reprises, sans doute pour essayer de se concilier cette classe sociale dont le soutien à l'Islamisme est avéré.

(2) cf *Libération*, 29/9/2010

(3) cf <http://remmm.revues.org/2719>

(4) cf John Chalcraft, «*The invisible cage. Syrian migrant workers in Lebanon*», Stanford University Press, 2009, p. 148.

(5) Nous reprenons ici les chiffres donnés dans «*Les travailleurs arabes hors-la-loi. Emploi et droit du travail dans les pays arabes de la Méditerranée*», L'Harmattan 2011. Il s'agit d'une étude commanditée par le syndicat Commissions Ouvrières et le gouvernement espagnol dans le cadre d'un «*Projet de Coopération syndicale*» euro-méditerranéen, expression de la collaboration de classe pour essayer de prévenir les affrontements sociaux de l'autre côté de la Méditerranée...

(6) cf *Financial Times* du 21/4/2011. Selon le quotidien de la finance britannique, le mécontentement des bourgeois syriens n'a cessé de croître en raison de l'accaparement par un cercle restreint autour de la famille présidentielle des opportunités ouvertes par la libéralisation économique.

(7) voir l'article «Armer la résistance syrienne» de *TEAN* du 23/3/13, qui, se mettant explicitement dans la ligne d'une déclaration franco-anglaise «en faveur de l'armement de l'opposition armée non djihadiste», appelle à «l'aide militaire inconditionnelle aux résistants démocratiques et laïques» cf <http://www.npa2009.org/taxonomy/term/2605>. Cela revient à se mettre au service des manœuvres de notre impérialisme!

QUELQUES CHIFFRES ÉCONOMIQUES DE LA SYRIE

En 2010 le Produit Intérieur Brut de la Syrie était de 60,5 milliards de dollars, contre 37 pour le Liban, 122 pour l'Irak, 218 pour Israël et 731 pour la Turquie: cela donne une première idée du poids économique relatif de ces pays voisins. Le PIB par habitant, lui, donne une idée, sans aucun doute grossière mais cependant instructive, des différences de leur développement capitaliste respectif; en 2010 il était de 2808 dollars pour la Syrie, 3942 pour l'Irak, 4094 pour la Jordanie, 8552 pour le Liban, 10135 pour la Turquie et 29 337 pour Israël (pour fixer les idées, précisons que cette même année, il était supérieur à 51 000 dollars pour les USA, supérieur à 43 000 dollars pour la Japon et inférieur à 40 000 dollars pour la France ou l'Allemagne): le faible développement économique de la Syrie est patent.

Les tableaux ci-dessous montrent la grande variabilité en Syrie de la production économique, liée au pétrole (Tableau 1) et l'importance croissante de l'effet de la production pétrolière dans la production industrielle (Tableau 2 et 3) (1).

TABLEAU 1

CROISSANCE ANNUELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DE LA SYRIE COMPARÉ AU MONDE (EN %) DE 1971 A 2013

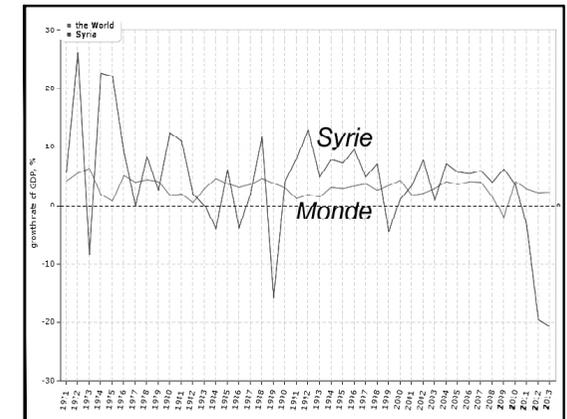


TABLEAU 2

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE PÉTROLE DE 1980 A 2011

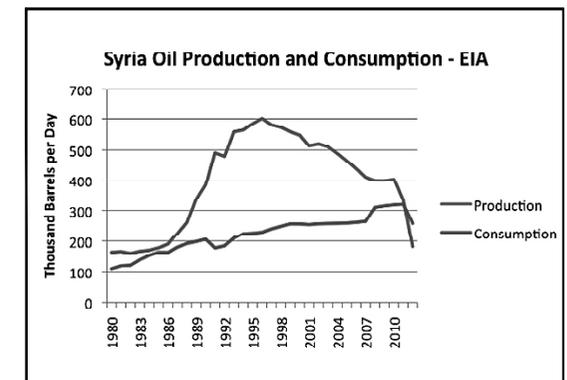
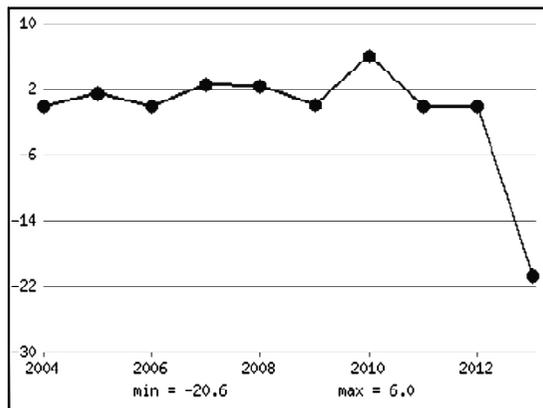


TABLEAU 3

VARIATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (EN %) DE 2004 A 2013



COMMERCE EXTÉRIEUR

Nous reportons ci-dessous les chiffres pour 2011; les années qui ont suivi ont vu une profonde modification du commerce extérieur du à la crise interne et aux sanctions économiques qui ont pris tout leur effet à partir de fin 2011: selon le quotidien syrien *Al Watan*, les exportations ont chuté en 2012 de 97,4% par rapport à 2011, et les importations de 78,4%! (2)

Exportations, principaux clients:

Irak (35,8% du total); Italie (7,9%), Allemagne (7,1%), Arabie Saoudite (6,5%), Koweït (4,2%)

Importations, principaux fournisseurs:

Arabie Saoudite (14,8%), Chine (10,3%), Emirats (7,5%), Iran (5,4%), Italie (5,1%), Russie (4,6%)

Nous avons vu que le pétrole et les produits pétroliers étaient devenus la principale exportation de la Syrie. Cette exportation se faisait presque totalement à destination de l'Europe: en 2010, près de 95% des exportations pétrolières étaient à destination des pays de la communauté: Allemagne (32%), Italie (31%), Pays-Bas (9%), Autriche (7%), Espagne (5%), etc (3).

(1) Tableau 1: http://kushnirs.org/macroeconomics/gdp/gdp_syria.html#change / Tableau 2: US Energy Information Administration / Tableau 3: CIA World Factbook

(2) cité par *Les Echos*, 7/4/13 cf: <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/afp-00512326-chute-de-pres-de-100-du-commerce-exterieur-syrien-555801.php>

(3) http://en.wikipedia.org/wiki/File:Syria_oil_exports_by_destination_country_2010.gif

- DEUXIEME PARTIE -

Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan!

(«le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014)

Depuis des semaines, le sort des Kurdes syriens est devenu l'une des justifications les plus importantes de l'intervention impérialiste sous hégémonie américaine en cours dans la région; les médias internationaux ont focalisé l'attention autour du Kurdistan syrien (*Kurdistan Rojava*, Kurdistan de l'Ouest, en kurde) et de la ville de Kobané attaqués par les forces du groupe intitulé «l'Etat Islamique» (plus connu sous les appellations anglaises ou arabes: ISIS ou Daech).

Le Kurdistan Syrien, composé de 3 zones frontalières avec la Turquie, dont celle de Kobané, comprend 2 millions d'habitants environ (soit en gros un dixième de la population totale de la Syrie); mais plusieurs centaines de milliers de Kurdes vivaient et travaillaient dans les grandes villes syriennes, notamment à Alep et à Damas.

En s'attaquant à Kobané, ISIS veut sans doute unifier les territoires qu'il domine; mais surtout il veut s'assurer du contrôle de la frontière avec la Turquie, la ville étant une voie de transit vitale pour le pétrole de Rakka, capitale provinciale sur lequel il a mis la main en chassant le Front Al Nosra. Les différentes factions rebelles ne luttent en effet pas seulement contre le régime de Damas; elles luttent aussi entre elles pour se tailler des fiefs qu'elles administrent au profit de leurs commanditaires. La force d'ISIS tient à ce qu'il a réussi, y compris mais pas uniquement, par la violence la plus brutale, à fédérer autour de lui plus d'intérêts bourgeois que ses rivaux.

Outre les déclarations de responsables onusiens et de dirigeants politiques bourgeois en faveur des Kurdes de Kobané, les appels des traditionnelles personnalités démocrates (en France citons les inévitables Kouchner et Bernard-Henri Lévy), outre la mobilisation internationale du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes) et de ses alliés ainsi que d'autres groupes kurdes, on a assisté également dans de nombreux pays à la participation active de forces d'extrême-gauche, au nom de la lutte contre l'obscu-

rantisme d' ISIS et de l'urgence à éviter un «massacre» de civils à Kobané. Cette implication de l' «extrême-gauche» prétendument révolutionnaire ne sert, en définitive, qu'à cautionner l'intervention impérialiste aux yeux des prolétaires indignés par les actions perpétrées par les Islamistes d'ISIS

Citons, à titre d'exemple, des extraits d'un tract d'une organisation libertaire active dans cette campagne, l'OCL, qui «expliquait» sa position (nous avertissons que le lecteur que le raisonnement est plutôt alambiqué):

«Si nous appelons à mobiliser et à amplifier la solidarité avec la résistance de Kobané et plus généralement avec la lutte du peuple kurde, c'est d'abord parce qu'il y a urgence et que chaque jour, chaque heure compte. Et si cette urgence nous concerne, c'est parce que le mouvement de libération du Kurdistan – avec ses caractéristiques plutôt positives et d'autres plus discutables et critiquables – nous apparaît aujourd'hui, dans cette région du monde, comme la principale force susceptible non seulement de contrecarrer la double barbarie des islamistes et des régimes en place, mais aussi d'introduire dans les zones kurdes et bien au-delà, suffisamment d'éléments de transformation et de rupture à partir desquels il devient au moins possible – et pensable – de postuler des formes d'égalité, d'ouvrir des espaces politiques autonomes [?] d'appropriation du commun [?], et d'avancer des perspectives intelligibles et audibles de libération sociale et politique. C'est là une condition non suffisante mais nécessaire pour faire reculer les barbaries à l'oeuvre, pour rendre de nouveau l'air respirable et ce monde habitable ici aussi» (1).

Ce qui n'est pas audible dans le tract de l'OCL fustigeant «les dictatures de Damas et Bagdad», «les djihadistes» et «les pétromonarchies», c'est une **dénonciation ouverte** de l'impérialisme, américain et français. Une telle dénonciation serait difficile alors que le tract critique essentiellement le manque d'efficacité des bombardements américains (jugés «dérisoires» par les experts militaires de l'OCL), et se contente de dire que la coalition impérialiste «prétend combattre pour éliminer les djihadistes», autrement dit ne combat pas vraiment! Il est vrai que si nous nous trouvons en présence d'une lutte contre la «barbarie» (George Bush aurait dit: contre «l'empire du mal»), on peut bien souhaiter la victoire de la civilisation des missiles de croisière et des chasseurs-bombardiers!

L'OCL a donc sans doute été satisfaite de l'intensification sans cesse croissante de l'intervention américaine au fil des jours.

C'est en tout cas l'avis des trotskystes du NPA de Toulouse; dans leur communiqué du 19/10 intitulé «Soutien total et inconditionnel aux combattantes et combattants de la liberté [!] de Kobané» (2) ils n'hésitent pas à écrire: «le NPA salue l'efficacité des frappes de l'US Air Force de ces 4 derniers jours». Et, saluant aussi «la décision de l'état-major US d'intégrer un commandant des YPG [milices kurdes liées au PKK] à son QG des frappes aériennes» et se félicitant par avance d'une «remontée des bretelles de la Turquie à [une réunion de] l'Otan», le NPA toulousain «dénonce la veulerie et l'hypocrisie du gouvernement Valls et de François Hollande et de l'Union Européenne» qui resteraient spectateurs des événements!

A notre connaissance la direction du NPA n'a pas claironné publiquement des positions aussi clairement pro-impérialistes; mais elle a signé avec des organisations pro-kurdes et les sociaux-impérialistes du PCF et cie, une lettre pour demander à Hollande le soutien militaire de l'impérialisme français aux combattants de Kobané – ce

qui revient au même. On peut lire dans cette lettre: «Notre pays [sic!] s'est engagé aux cotés des Irakiens et des Kurdes pour mettre un terme à l'emprise des djihadistes sur cette partie du monde, et c'est une bonne chose» (3). Le NPA est ainsi passé en quelques semaines de la condamnation de l'intervention impérialiste française à son approbation! Ces prises de position sont la conséquence logique de l'engagement dans la campagne de mobilisation impérialiste qui était manifeste dès le mois d'août avec un communiqué «exigeant» – de qui sinon de l'impérialisme? – la fourniture d'armes «à toutes les forces qui combattent le confessionalisme» (4) donc y compris même aux forces bourgeoises réactionnaires pourvu qu'elles combattent ISIS! Peu après les divers grands Etats impérialistes occidentaux accédaient aux «exigences» du NPA...

VOUS VOULEZ LA DÉMOCRATIE AU MOYEN-ORIENT? FAITES APPEL À L'IMPÉRIALISME!

Une journée «mondiale» de solidarité avec Kobané a été organisée le premier novembre. Dans l'appel officiel à cette journée, il était dit: «Si le monde veut la démocratie au Moyen-Orient, il doit soutenir la résistance kurde à Kobané» (5). Qui c'est «le monde»? L'appel, un peu plus bas, parlait de façon plus précise d' «acteurs mondiaux»: «Il est grand temps de donner aux acteurs mondiaux des raisons de changer d'avis». Et pour dissiper toute ambiguïté sur qui sont ces «acteurs» à qu'il faut faire changer d'avis: «La soi-disant coalition internationale de lutte contre l'EI n'a pas apporté une aide efficace à la résistance kurde (...). Ils n'ont pas rempli les obligations qui sont les leurs en matière de droit international».

On voit qu'il ne s'agit bel et bien d'un appel à l'impérialisme (ou d'une pression sur celui-ci) pour qu'il renforce son intervention militaire au Moyen-Orient, en reprenant les écoeurants arguments bourgeois habituels: démocratie, droit international, «humanité», «prévention d'un génocide en cours» (ne reculant devant rien, le texte parle même de «pire génocide de l'histoire moderne!»), etc., qui ont toujours été utilisés pour justifier les guerres.

Le droit international, ce sont les règles qui codifient les relations entre Etats bourgeois; basé sur des rapports de force, ce droit n'est jamais respecté par ceux, s'ils en ont la force, qu'il gêne, comme le prouve toute l'histoire des relations internationales.

La «démocratie», c'est le système pacifique de domination bourgeoise qui est basé sur la collaboration des classes; il est possible quand le capitalisme est suffisamment prospère pour acheter la paix sociale grâce à la corruption de larges secteurs d'«aristocratie ouvrière» et à la concession au reste des prolétaires de quelques avantages, qui ne sont que des miettes des masses de profits encaissés. Dans les pays où le capitalisme est trop faible et où les tensions sociales sont très fortes en raison du besoin d'extorquer jusqu'à la dernière goutte de plus-value aux masses, la domination bourgeoise revêt inévitablement un tour brutal, violent, terroriste. Le terrorisme des Islamistes syriens n'est que le pendant du terrorisme de l'Etat et du capitalisme syriens qui s'exerce sans retenue depuis des décennies. Les crimes d'ISIS pâlisent devant les crimes du régime qui, encore aujourd'hui, tue, massacre et torture à grande échelle (c'est ainsi que près de 2000 prisonniers auraient été tués, le plus souvent torturés à mort, dans les geôles du régime depuis le début de l'année) (6).

Vouloir la «démocratie» au Moyen-Orient, autrement dit la perpétuation du

capitalisme, mais sous une forme pacifique, est ou rêver les yeux ouverts, ou préférer un mensonge pour camoufler l'intervention impérialiste!

Pendant que se mobilisaient et s'agitaient les partisans des combattants kurdes, pendant qu'ils réclamaient l'envoi d'armes, qu'ils demandaient le retrait du PKK de la liste des «organisations terroristes» (liste où sont inscrits les organisations et partis qui affrontent l'impérialisme et les Etats bourgeois occidentaux), les «acteurs internationaux» sérieux, en effet, agissaient sur le terrain – et dans le sens voulu par eux!

Les bombardements américains n'ont cessé de s'accroître (plus d'une centaine à la mi-octobre), et les contacts avec le PYD (nom de l'organisation du PKK en Syrie) et les Etats-Unis ont été rendus publics. La presse internationale a révélé que de difficiles négociations secrètes avaient eu lieu ces dernières semaines, alors même que le gouvernement turc réprimait dans le sang des manifestations kurdes en soutien à Kobané (plus de 30 morts), entre la Turquie, les Etats-Unis, le PYD et les organisations kurdes d'Irak pour coordonner la défense de la ville et arriver à un accord entre factions kurdes (7).

Le PKK/PYD a obtenu, essentiellement grâce à la bataille de Kobané, ce qu'il recherchait: sa reconnaissance par l'impérialisme américain et les impérialismes occidentaux (8), qui sanctionne son intégration de fait dans la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Il a même obtenu que le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Barzani qui dirige le Kurdistan semi-autonome irakien, abandonne ses partisans locaux du CNK (Conseil National Kurde syrien, qui reprochait au PKK/PYD son refus de participer à la lutte contre Damas), et reconnaisse sa prééminence dans les régions kurdes syriennes. La Turquie, qui, à l'ombre du pétrole kurde irakien, entretient des rapports privilégiés avec le PDK (9), a fait un geste en acceptant de laisser passer par son territoire des *peshmergas* (combattants) du PDK pour renforcer les combattants de Kobané.

Cependant, signe de la précarité de l'union des factions kurdes, le PKK/PYD n'a accepté la venue que d'une centaine de combattants du PDK, en précisant qu'ils ne seraient cantonnés à l'arrière: il ne veut partager la direction des combats avec personne.

RECOMPOSITION EN COURS SUR FOND DE RIVALITÉS D'INTÉRÊTS

Nous avons vu que les négociations entre la Turquie, les Etats-Unis et les factions kurdes ont été, et sont toujours, difficiles. Bien qu'elle fasse partie de l'OTAN et qu'elle ait adhéré à la coalition, la Turquie rechigne à laisser les Américains utiliser ses aérodromes pour attaquer ISIS. Elle demande comme préalable à tout engagement militaire qu'on lui accorde la création en Syrie, le long de sa frontière, d'une «zone-tampon» qui soit aussi une «zone d'exclusion aérienne» (*no-fly zone*: zone interdite à l'aviation syrienne). Mais les Américains refusent car cela risquerait de les conduire... à un conflit avec Damas!

Depuis l'été 2013 en effet l'impérialisme américain a conclu que le renversement du régime de Bachar El-Assad risquait de déboucher sur une situation incontrôlable en Syrie, étant donné l'échec à mettre sur pied une force d'opposition suffisamment solide et fiable: l'exemple libyen est là pour montrer les difficultés à reconstituer un appareil d'Etat dans un pays fragmenté en multiples factions bourgeoises rivales. Les Améri-

cains se sont officiellement fixé la tâche de constituer une force d'opposition islamiste «modérée» au régime syrien, tout en avertissant que cette tâche prendrait «des mois et des années»; cela laisse tout le temps de négocier avec le régime et ses parrains, Russie et Iran.

Entre-temps le risque d'effondrement du régime irakien leur a fait considérer ISIS comme le véritable ennemi à abattre. Mais bombarder en Syrie, où se trouvent les bases d'ISIS, implique un minimum d'accord avec le régime d'El-Assad qui dispose d'une aviation et de systèmes de défense antiaériens sophistiqués. Bien qu'ils le nient officiellement, les impérialistes américains ont donc renoué des contacts avec le régime syrien honni, le laissant même redoubler ses attaques contre les groupes insurgés! De même, Paris, qui affirme toujours haut et fort son hostilité à Damas, a discrètement pris contact, comme d'autres capitales européennes paraît-il, avec les Services syriens pour leur demander leur aide contre les jeunes partis combattre dans les rangs islamistes (10). La tentative a échoué parce que les autorités syriennes ont posé comme condition à leur collaboration la réouverture de l'ambassade de France à Damas, mais le fait est significatif.

En centrant l'attention sur les combats de Kobané, les médias internationaux, répondant docilement aux desiderata de l'impérialisme américain, ont **caché** de fait les attaques du régime contre les insurgés d'Alep, Homs et ailleurs; selon l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, pas moins de 553 bombardements auraient été effectués par l'aviation syrienne contre les rebelles rien que dans la période du 20 au 25 octobre (11): dans un ciel syrien bien encombré, missiles de croisière et avions américains et avions syriens ne se combattent pas, mais se **partagent** la tâche...

Pour la Turquie d'Erdogan, à l'inverse, l'ennemi désigné est le régime syrien et les différentes factions rebelles islamistes sont des alliés au moins potentiels; elle reproche donc amèrement aux Etats-Unis de ne pas s'attaquer aux forces de Damas et d'avoir renoncé à faire tomber le régime de Bachar El-Assad. Alors que son président Erdogan entretient pour des raisons de propagande nationaliste le rêve de l'empire ottoman perdu, la Turquie nourrit des ambitions impérialistes régionales bien réelles qu'elle n'entend pas sacrifier aux intérêts américains. Inquiet des retombées des troubles en Syrie (des dizaines de milliers de réfugiés syriens se trouvent sur son territoire), le gouvernement turc redoute en outre la création d'un Etat kurde indépendant, qui risquerait d'attiser les aspirations sécessionnistes parmi les Kurdes turcs.

La Turquie s'entend très bien avec les autorités du Kurdistan irakien liées au PDK de Barzani, à cause bien sûr du pétrole, mais aussi parce qu'elles s'affirmaient hostiles à l'indépendance. Mais leurs différends sans cesse croissants avec le gouvernement de Bagdad ainsi que la poussée de ISIS ont changé la donne. Bien qu'ils soient en théorie au nombre de plusieurs dizaines de milliers et puissamment armés, les *peshmergas* kurdes n'ont pas bougé le petit doigt pour venir au secours de l'armée irakienne régulière lorsqu'elle a été attaquée par ISIS; ils ont au contraire attendu sa débandade pour agrandir leur territoire en s'emparant de la ville de Kirkouk et de sa région riche en pétrole. Et fin juin, après que les autorités israéliennes aient multiplié les déclarations fracassantes en faveur d'un Etat kurde indépendant (12), Barzani déclarait à la BBC qu'il allait organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien. On n'a plus entendu de tels propos par la suite, mais le Kurdistan irakien, armé par les divers impérialismes occidentaux, jouit aujourd'hui d'une indépendance de fait.

LE PKK, PARTI NATIONALISTE BOURGEOIS

Créé à la fin des années 70, le PKK est une organisation nationaliste kurde de Turquie, présente aussi dans l'émigration turque en Europe, qui a entamé au milieu des années 80 une guérilla sur le mode maoïste pour l'indépendance du Kurdistan turc. Il a réussi dans une large partie à canaliser à son profit la colère des populations kurdes soumiss depuis toujours à une véritable oppression de la part des autorités d'Ankara (pendant longtemps interdiction de parler kurde, même en privé, répression de toute velléité d'organisation kurde, etc.), alors qu'elles constituent environ un cinquième de la population de Turquie. Au milieu des années 90, le PKK abandonna ses platoniques références au marxisme pour les remplacer par des références à l'Islam; il abandonna aussi la revendication d'indépendance pour la remplacer par celle de l'autonomie. Il professe maintenant une idéologie purement démocratique digne d'un parti parlementaire. Début 2013 il a appelé ses partisans à déposer les armes à la suite de l'ouverture d'un «processus de paix» avec le gouvernement.

Pendant des années le PKK, protégé par le régime de Afez El-Assad (père du président actuel), avait constitué une base arrière dans les régions kurdes de Syrie; ses adversaires lui reprochent d'avoir collaboré pendant cette période avec les services secrets syriens pour y réprimer toute opposition au régime. Mais quelques années plus tard le rapprochement de la Syrie et de la Turquie entraîna l'expulsion des militants du PKK, ce qui conduisit à l'arrestation de leur chef, Ocalan, qui purge maintenant une peine de prison à vie en Turquie.

La détérioration des rapports avec la Turquie depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie a conduit à un nouveau rapprochement du PKK et de son organisation en Syrie (PYD) avec le régime de Damas. En 2012 celui-ci retirait du Rojava ses soldats et ses policiers dont il avait un besoin urgent pour résister à l'insurrection, remettant en pratique les clés de la région au PKK/PYD; à la différence des autres partis et organisations kurdes syriennes celui-ci a en effet toujours refusé de rejoindre la révolte contre le régime et il a maintenu les contacts avec les autorités syriennes. Il a même livré des batailles sanglantes aux insurgés, soit du Front Al-Nosra (Islamistes radicaux), soit de l'Armée Syrienne Libre («modérés» pro-Américains), pour défendre les frontières de sa région; et à l'intérieur de celle-ci, il n'a pas hésité à réprimer ses adversaires politiques: ce fut le cas dans la ville de Amouda où la répression en juin 2013 d'une manifestation pacifique par le PYD fit plusieurs morts et se solda par l'enlèvement de plusieurs militants d'opposition; en protestation, des manifestations, sit-in et grèves de la faim eurent lieu en plusieurs endroits exigeant le retour des personnes enlevées (13).

Le PKK/PYD prétend avoir réalisé, selon les nouveaux préceptes d'Ocalan, une «révolution» au Rojava en instituant une organisation territoriale... sur le modèle suisse! Selon lui cette révolution dépasserait les révolutions française, russe et chinoise en raison de son caractère démocratique...

En réalité le PKK/PYD est un parti nationaliste bourgeois, anti-prolétarien, qui est bien incapable non seulement de mener une révolution, mais aussi de défendre les intérêts de classe des exploités: il n'a jamais hésité à chercher le soutien de n'importe quel Etat bourgeois ou de n'importe quel impérialisme; sa reconnaissance par l'impérialisme américain en est une démonstration supplémentaire.

Contrairement à ce qu'affirme sa propagande reprise sans sourciller par ses soutiens européens comme les libertaires que nous avons cités au début de cet article, le PKK/PYD n'appelle pas «à ne faire aucune confiance aux Etats et aux régimes en place»! Il n'appelle pas «les populations (...) à s'engager directement dans la résistance, à se battre, à s'organiser par elles-mêmes, à s'armer militairement et politiquement, à s'auto-défendre socialement, à coordonner leurs milices populaires, à ne compter que sur leurs propres forces et mobilisation pour protéger leur territoire et leurs vies et repousser les djihadistes» (14). D'ailleurs la population de Kobané, loin de s'engager directement dans la résistance, s'est enfuie en Turquie (15), démontrant que la guerre en cours n'est pas sa guerre.

UNE SEULE ISSUE: LA PERSPECTIVE PROLÉTARIENNE DE CLASSE

Comment pourrait-il en être autrement? Pour cela il faudrait qu'il y ait en acte une véritable révolution, pas une pseudo-révolution démocratique à la suisse, mais une véritable **révolution sociale** faite par les masses exploitées et opprimées. Dans la Syrie bourgeoise où le capitalisme est le mode de production dominant, historiquement, il ne peut plus être question que d'une **révolution prolétarienne**, une **révolution socialiste**.

Mais une telle révolution ne pourrait avoir comme arène une petite région agricole; elle devrait s'appuyer sur un puissant mouvement de classe dans les grands centres urbains où se trouvent concentrés les prolétaires de toutes les nationalités; pour cette révolution, il ne s'agirait plus de «protéger un territoire» régional, mais de s'étendre d'abord à tout le pays et ensuite **internationalement** à tous les pays; il ne s'agirait plus de coordonner des milices «populaires», mais d'édifier une **armée de classe**, plus seulement de se défendre contre les djihadistes réactionnaires, mais de saper leur puissance en insufflant la lutte de classe à l'intérieur de leur territoire. Il ne s'agirait plus d'instaurer un régime démocratique et laïc, mais d'abattre l'Etat bourgeois et de le remplacer par le pouvoir **dictatorial** des opprimés, la dictature du prolétariat indispensable pour extirper le capitalisme. Evidemment une telle révolution ne pourrait songer à quémander l'appui de l'impérialisme dont elle appellerait au contraire les prolétaires à la révolte! Et cette révolution ne pourrait être dirigé par un parti national ou nationaliste, mais uniquement par le parti prolétarien international et internationaliste.

C'est bien parce qu'il n'existe rien de tel, que la révolte en Syrie a dégénéré en combats sanglants où s'affrontent diverses forces bourgeoises, plus ou moins soutenues par des parrains étrangers et qui, pour maintenir ou solidifier leur emprise sur leurs partisans et sur les masses, n'ont d'autre ressource que d'utiliser au maximum l'idéologie dominante la plus réactionnaire: la religion.

Comme le synthétisait l'article de Bordiga que nous publions sur ce journal, les plus graves crises de l'ordre bourgeois ne peuvent que déboucher sur une situation contre-révolutionnaire en l'absence du parti de classe, parce que cette absence implique que le prolétariat est incapable d'agir en tant que force indépendante: la bourgeoisie a alors toute latitude pour surmonter, à sa façon, la crise.

Mais, nous dira-t-on, s'il n'y a pas de parti de classe, pas de mouvement prolétarien

indépendant, au moins faut-il s'opposer aux plus réactionnaires et appuyer les forces les plus démocratiques? Et si les militaires américains ou français peuvent faire obstacle à la «barbarie» ou à «l'obscurantisme» ne faut-il pas les soutenir, au Moyen-Orient comme en Afrique?

C'est un argument classique – choisir le «moindre mal», le camp bourgeois le moins méchant – qui a été utilisé d'innombrables fois, en temps de guerre comme en temps de paix, pour enchaîner la prolétariat à la bourgeoisie, pour empêcher l'apparition ou le renforcement d'organisations de classe; son seul résultat est toujours de livrer les prolétaires sans défense à leurs bourreaux.

Non seulement en effet il est impossible de venir en aide aux masses opprimées en s'associant, d'une façon ou d'une autre, à l'impérialisme qui pille et ravage la planète, exploite et massacre ces masses dans le monde entier; mais ce faisant, on ne peut que le **renforcer**, on ne peut qu'accroître la puissance du capitalisme et affaiblir jusqu'à la lutte de résistance la plus élémentaire des prolétaires. Le premier ennemi des prolétaires est leur propre bourgeoisie: s'allier avec elle, quel que soit le prétexte, c'est trahir le prolétariat.

Il n'est pas possible de s'opposer réellement aux forces réactionnaires, islamistes ou non, en reprenant des programmes et des perspectives démocratiques bourgeoises et en s'alliant en conséquence avec des forces bourgeoises; mais seulement en mettant en avant un programme et des perspectives **anti-démocratiques**, c'est-à-dire **de classe, anticapitalistes, antibourgeois**, et en recherchant sur cette base l'union avec les prolétaires et les masses exploitées de toutes les nationalités et de tous les pays.

Les communistes avaient établi cette règle d'or en 1920: «*L'internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays retardataires que dans le but de regrouper les éléments constitutifs des futurs partis prolétariens - qui seront effectivement communistes et pas seulement en paroles - et de leur enseigner leur tâche spécifique, à savoir la lutte contre les courants démocratiques bourgeois dans leurs pays*» (16).

90 ans plus tard, alors qu'il n'existe plus d'Internationale Communiste sur laquelle s'appuyer, la consigne doit être respectée avec d'autant plus d'application que l'Internationale elle-même, en dégénéralant, l'oublia bien vite. Les prolétaires doivent s'opposer sans hésitation à toutes les interventions militaires de «leur» Etat; mais toute «solidarité» avec des populations martyrisées ou avec des luttes, qui se situe en dehors de positions de classe, que ce soit sur des bases humanitaires, démocratiques, nationalistes ou autres, doit être dénoncée comme **anti-prolétarienne**. Paraphrasant ce que disait le révolutionnaire socialiste polonais Warynski à propos de l'indépendance de la Pologne (17), nous pourrions dire: «*il existe au monde un peuple plus malheureux que les Kurdes - c'est celui des prolétaires*».

Cela ne signifie pas que les prolétaires doivent se désintéresser du sort des Kurdes et autres nationalités, à qui il faut reconnaître pleinement le droit à l'autodétermination; mais cela signifie qu'ils doivent toujours défendre d'abord leurs intérêts de classe; et que dans la lutte contre toutes les oppressions, y compris l'oppression nationale, dans la lutte contre toutes les réactions, y compris islamistes, ils ne doivent jamais transiger sur la nécessité absolue de l'indépendance et de l'organisation de classe, sur la nécessité primordiale de l'unité des prolétaires par dessus toutes les

divisions nationales, ethniques, religieuses ou autres.

La **véritable solidarité**, non seulement avec les masses kurdes de Kojava, mais avec les masses prolétariées de Syrie écrasées sous la mitraille, ou condamnées par millions à une existence misérable de réfugiés, consiste, ici, au coeur des métropoles impérialistes, à travailler à la reprise de la **lutte de classe, révolutionnaire et internationaliste** contre le capitalisme et l'impérialisme et à la reconstitution de l'organe suprême de cette lutte, le **parti de classe international**.

Et le premier pas indispensable est le refus de l'embrigadement dans les mobilisations pro-impérialistes, le refus de soutenir des forces et partis non prolétariens, le refus d'adhérer à des perspectives non classistes.

13/12/2014

(1) Tract du 3/10/14

(2) <http://www.npa31.org/actualite-politique-internationale/urgence-kobane/declaration-du-npa-31-a-manifestation-samedi-18-octobre.html4>

(3) <http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-azadi/250914/appele-hollande-de-soutenir-les-forces-kurdes-syriennes...>

(4) <http://www.npa2009.org/communiqué/solidarite-avec-le-peuple-irakien>. Pour le NPA, le gouvernement français est donc l'incarnation d'un «pays» dont il affirme faire partie – et tant pis si le Manifeste disait que les prolétaires n'ont pas de patrie...

(5) <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1599>. Parmi les signataires de l'appel (personnalités bourgeoises diverses, artistes, intellectuels, etc.), on trouve en 2e position l'archevêque Desmond Tutu, celui-là même qui avait béni le passage de l'apartheid à un régime démocratique pour perpétuer l'exploitation négrière des prolétaires sud-africains. Sa signature suffirait à qualifier l'appel...

(6) <http://syriahr.com/en/2014/11/nearly-2000-detainees-killed-inside-the-regimes-detention-facilities/>

(7) Voir par exemple l'article détaillé du *Financial Times* du 24/10/14.

(8) Une première rencontre officielle a eu lieu en octobre entre des responsables français et Saleh Muslim, le chef du PYD; Paris refusait jusqu'à présent tout contact avec l'argument que le PYD-PKK n'était «pas assez engagé» dans la lutte contre Damas. Mais selon le diplomate qui a rencontré Muslim: «*les Américains ayant eux-mêmes fini par rencontrer récemment les représentants du PYD, on ne pouvait plus refuser de voir les Kurdes syriens*» cf <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2014/10/30/10001-20141030ARTFIG00373-la-france-rencontre-les-kurdes-syriens.php>. L'inénarrable Bernard-Henri Lévy a écrit sur son blog: «*Le PKK est le fer de lance, en Syrie, non seulement de la résistance à Daech, mais des valeurs que veut éradiquer Daech (...). C'est pourquoi le PKK et les partis qui lui sont liés doivent être reconnus pour ce qu'ils sont: un opérateur de stabilité et, demain, de paix au Proche-Orient*». A-t-il adhéré à l'OCL? cf <http://laregledujeu.org/bhl/2014/10/22/il-faut-retirer-le-pkk-de-la-liste-des-organisations-terroristes/>

(9) Les deux principaux partis bourgeois du Kurdistan irakien, qui se sont

combattus les armes à la main pendant des années, sont le PDK de Barzani et l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan) de Talabani formé par la fusion de divers partis dont les ex-«marxistes-léninistes» du Komala; Talabani est président de l'Irak depuis 2006 (poste honorifique sans pouvoir politique) et vice-président de l'Internationale Socialiste. L'UPK est proche des autorités iraniennes et par conséquent favorable au régime de Damas.

Le clan Barzani qui dirige le PDK a une longue histoire de bons rapports avec l'impérialisme occidental et Israël; il a tissé des liens étroits avec la Turquie et il soutient l'opposition au régime syrien. En 2011 le PDK a constitué le CNK, qui regroupe les partis kurdes syriens partisans de la rébellion contre Damas.

Le PYD/PKK reproche au CNK d'avoir abandonné la revendication d'autonomie du Rojava pour s'allier avec les rebelles (qui y sont hostiles); et il l'accuse d'être aux ordres de la Turquie. Diverses tentatives d'accord, non suivies d'effet, ont eu lieu entre le PYD/PKK qui domine sur le terrain en raison de son organisation militaire, et le CNK.

(10) cf *Le Monde*, 7/9/2014

(11) <http://syriahr.com/en/2014/10/553-air-strikes-by-regime-warplanes-around-syria/>

(12) <http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2014/07/iraq-crisis-israel-welcome-kurdish-state-us-turkey.html>

(13) Voir le communiqué du TCK (Mouvement de la Jeunesse Kurde) qui appelait à une «révolution» contre le PYD:

<https://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/06/23/statement-by-the-kurdish-youth-movement-tck-about-the-latest-events-in-the-city-of-amouda-and-videos-and-pictures-from-the-protests-and-sit-ins/>

(14) OCL, tract du 3/10/14. L'OCL use d'une périphrase pleine de tact pour parler du PKK: «*les mouvements de la gauche kurde*»....

(15) Selon *Le Monde* du 12-13/14, il n'y avait plus à cette date que 7 à 800 civils à Kobané sur une population initiale d'environ 50.000.

(16) cf «Thèses sur la question nationale et coloniale», IIe Congrès de l'IC, Moscou, juillet 1920.

(17) cf Jacques Droz, «Histoire générale du socialisme», PUF 1977, Tome 3, p. 324.

A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie !

(«*le prolétaire*», N° 513, Octobre - Novembre 2014)

Début août le gouvernement américain décidait le déclenchement d'une «action humanitaire» limitée – sous forme de bombardements! – en Irak, après une campagne internationale de mobilisation de l'opinion publique à propos des minorités yazidis et chrétiennes qui auraient été menacées de «génocide» par l'avancée des rebelles Islamistes de «l'Etat Islamique en Irak et au Levant» (plus connus sous le sigle anglais ISIS).

Aujourd'hui, personne ne parle plus des Yazidis ni des Chrétiens, c'est le sort des Kurdes qui est utilisé pour la propagande belliciste; l'opération «humanitaire» s'est transformée en une véritable guerre, pour l'instant essentiellement aérienne. Les Etats-Unis en sont de très loin la principale force militaire: ils ont effectué plus de 200 bombardements en Irak, des dizaines en Syrie et envoyé plusieurs centaines de soldats en Irak (d'où ils s'étaient complètement retirés en 2011); mais ils ont réussi à former autour d'eux une large coalition internationale: selon eux, une quarantaine de pays en feraient partie, mais comme ils n'ont pas donné la liste cela jette quelques doutes sur cette affirmation.

Le gouvernement français, lui, avait tenu à manifester avec le maximum d'éclat sa participation à l'intervention américaine en étant le deuxième pays à effectuer des bombardements en Irak contre ISIS (ce qui a entraîné de la part de cette organisation, qui ne possède aucun avion pour bombardier la France, un appel à tuer des citoyens français dont un touriste en Algérie a été la malheureuse victime). Les gouvernements canadiens, hollandais, australiens, suivis par ceux de la Grande-Bretagne, de la Belgique et du Danemark ont eux aussi décidé de participer à la guerre aérienne, de même que les gouvernements de Jordanie, d'Arabie Saoudite, des Emirats et du Qatar. D'autres pays qui ont rejoint la coalition internationale ont annoncé l'envoi d'armes, comme l'Allemagne et l'Italie. L'Espagne a résolu de ne pas participer aux combats, mais elle a décidé de fournir une «aide logistique». Sans faire partie de la coalition la Russie qui était invitée à la conférence internationale de la mi-septembre pour mettre celle-ci sur pied, a annoncé qu'elle fournirait une «contribution» à l'engagement militaire international (elle envoie déjà depuis quelques mois des armes au gouvernement de Bagdad).

Même si à ce stade il n'est pas question pour les différents Etats participant à la coalition d'envoyer des troupes combattre au sol, la France, le Canada, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont, comme les Etats-Unis, envoyé, parfois depuis «plusieurs semaines», des «conseillers militaires» et autres «forces spéciales» en Irak pour entraîner et encadrer les combattants anti-islamistes, Kurdes ou non.

UNE INTERVENTION UNIQUEMENT MOTIVÉE PAR DE SORDIDES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES, NON PAR DE PRÉTENDUS SOUCIS « HUMANITAIRES » DÉSINTÉRESSÉS

L'intervention militaire a été justifiée par les atrocités commises par ISIS dans les régions où il est présent (et dont il n'a pas hésité à publier parfois des vidéos sur internet): massacre de prisonniers y compris civils, décapitation d'otages, etc.; la terreur qu'il veut inspirer est une des armes d'ISIS, mais elle est utilisée aujourd'hui contre lui afin de susciter l'adhésion à l'intervention militaire: toute guerre a besoin de brandir des victimes innocentes, vraies ou fausses, pour se justifier.

Mais jusqu'à la dernière période, tant qu'elles avaient lieu en Syrie (où ISIS les a perpétrées dès sa création), ces atrocités n'émouvaient pas la bonne conscience des impérialistes occidentaux, bonne conscience qui n'est pas davantage émue par les crimes et les exactions commises par le régime de Bagdad qui s'appuie sur de véritables commandos de la mort pour maintenir son autorité par la terreur!

Tout a changé au début de cet été, quand les combattants d'ISIS, appuyés par des cadres militaires et des forces Baathistes de l'ancien régime de Saddam Hussein, ont mis en déroute l'armée régulière irakienne, et fait peser une menace directe sur Bagdad. La chute du régime mis en place après la guerre victorieuse de l'administration Bush et à l'ombre duquel ils ont eu accès au pétrole irakien, était hors de question pour les Etats-Unis: c'est cela qui les a décidé d'intervenir militairement, et non une prétendue pression de leur «opinion publique» qui n'est jamais autre chose qu'une création des medias.

Le gros des gisements pétroliers irakiens, exploités par des sociétés américaines (Exxon...), britanniques (BP, Shell), russes (Lukoil...), italiennes (ENI), françaises (Total) et chinoises (PetroChina...), se trouve dans le sud, en région chiite, où ISIS et ses alliés sunnites n'ont guère de chances de pénétrer. Mais une partie non négligeable est situé dans la région du nord autour de Mossoul, que les nationalistes Kurdes revendiquent depuis longtemps vis-à-vis de Bagdad; agrandissant de près de 40% leur territoire, ils l'ont en partie occupée en profitant de la débâcle de l'armée irakienne et ils veulent maintenant la défendre contre les bourgeois sunnites ralliés à ISIS. Par ailleurs le gouvernement autonome du Kurdistan avait récemment décidé, contre l'avis de Bagdad, d'accorder des concessions aux grandes firmes pétrolières occidentales, notamment aux «majors» américaines Exxon et Chevron et à la française Total. En livrant des armes aux combattants kurdes (appuyant de facto l'indépendantisme kurde) (1), les Américains et les Français protègent les intérêts de leurs grandes sociétés pétrolières! (2)

D'autre part, ni les grands impérialismes ni les Etats de la région, ne voient d'un bon œil la remise en cause des frontières issues de la colonisation et du partage impérialiste du monde, par un groupe « incontrôlé » comme ISIS, qui a repris la vieille chimère du nationalisme arabe version Baath d'une union entre la Syrie et l'Irak, en la repeignant aux couleurs de l'Islam radical.

RECOMPOSITIONS EN COURS AU MOYEN-ORIENT

L'accord conclu l'été dernier sous l'égide de la Russie pour l'élimination des

armes chimiques du régime syrien avait marqué un tournant dans la politique américaine: il signifiait qu'étant donné son échec à trouver ou mettre sur pied une force politique fiable parmi les rebelles, la chute du régime El Assad comportait, pour l'administration Obama, trop de risques pour la stabilité de l'ordre impérialiste régional.

Les rebelles syriens sont divisés en multiples groupes armés plus ou moins autonomes ou plus ou moins regroupés dans des «fronts» divers, selon les subsides reçus de bourgeois locaux ou des pays voisins et des impérialistes, certains vivant de rapines, d'extorsions ou de contrebande. Les pays arabes du Golfe ont au départ financé les divers groupes les plus islamistes tandis que la Turquie leur accordait une aide, tout cela sous l'œil de Washington. Derrière leurs références réactionnaires communes à la religion et à la loi islamiques, et en s'appuyant sur la haine suscitée par le sanglant régime de Damas, tous ces groupes ne défendent en fait que des intérêts bourgeois particuliers et souvent rivaux; par exemple ISIS a dû son succès en grande partie au fait qu'il a réussi à se financer en s'assurant par divers moyens le contrôle d'une partie de la production et de la contrebande du pétrole syrien vers la Turquie. Aucun de ces groupes ne mérite le soutien des prolétaires dont ils sont en réalité les ennemis tout aussi résolu que l'Etat syrien. Les efforts continuels (en argent comme en armements) des Américains (appuyés par les Français, les Britanniques et autres impérialismes) pour regrouper quelques uns de ces groupes dans une «Armée Syrienne Libre» à leur botte et pour recruter parmi les politiciens syriens dans l'immigration une force politique «islamiste modérée» jouissant d'un minimum de crédibilité en Syrie, ont été des échecs répétés. Au point que la pro-américaine ASL (qui sur le terrain fait figure de véritable mafia) non seulement a reculé par rapport aux forces du régime, non seulement a été en butte à la concurrence d'autres organisations rebelles plus dynamiques, mais pour résister aux attaques de la nouvelle organisation qui a pris le nom d'ISIS, elle a passé une alliance avec un puissant groupe islamiste, le Front Al Nosra, qui se revendique ouvertement d'Al Qaïda, l'ennemi n°1 des Etats-Unis!

Les dizaines de bombardements des Américains et de leurs alliés en Syrie contre des positions d'ISIS et aussi d'Al Nosra (3), témoignent que l'ennemi de l'impérialisme américain en Syrie n'est plus le régime de Bachar El Assad, pourtant coupable de bien plus de crimes et des massacres que les Islamistes: nouvelle démonstration que ce n'est jamais le sort des populations qui détermine l'action des impérialistes et des bourgeois de tous les pays!

A travers l'instabilité présente, qui est le fruit tant de la crise économique que des féroces rivalités inter-bourgeoises, des réalignements de force sont à l'oeuvre au Moyen-Orient: l'impérialisme américain esquisse un rapprochement avec l'Iran qu'il menaçait de bombardements il n'y a pas si longtemps, la Turquie, après avoir utilisé ISIS, se prépare à envahir une partie de la Syrie pour y établir une «zone-tampon», Israël qui refuse toute autodétermination des Palestiniens, se déclare en faveur de l'indépendance des Kurdes, etc. En raison de ses ressources en pétrole, mais aussi de sa position géostratégique, la région est d'importance cruciale pour le capitalisme mondial; et tant que subsistera ce dernier elle est condamnée à être le théâtre de violents heurts d'intérêts débouchant fatalement sur des guerres, «locales» ou plus générales, dont les populations sont les victimes. En plus des morts et blessés dans

les combats et les bombardements, des centaines de milliers de personnes fuyant les affrontements ont dû quitter ces dernières semaines leur lieu de résidence pour se réfugier en Turquie ou dans d'autres parties de l'Irak; ils s'ajoutent aux centaines de milliers de réfugiés syriens qui ont trouvé un refuge plus que précaire au Liban, en Jordanie ou ailleurs. Inutile de dire que le sort tragique de ces réfugiés condamnés à une misère noire ne tracasse pas les bourgeois...

SEULE LA GUERRE DE CLASSE PEUT S'OPPOSER À LA GUERRE BOURGEOISE !

Les gouvernements appellent la population en général et les prolétaires en particulier à une «union nationale» en soutien à l'intervention militaire en cours, reprenant presque mot pour mot les vieux discours utilisés il y a un siècle, lors de la première guerre mondiale. Chacun sait que ces appels grandiloquents à l'«union sacrée» pour défendre la «patrie» ne servaient qu'à appeler les travailleurs à se sacrifier pour défendre les sordides intérêts de «leurs» exploités, de «leur» capitalisme national. Les révolutionnaires bolcheviks dénoncèrent le mensonge de la «défense de la patrie»; appelant au «défaitisme révolutionnaire», ils reprirent le mot d'ordre du socialiste allemand Liebknecht: **le véritable ennemi des prolétaires est dans leur patrie**, c'est la classe des capitalistes; c'est contre eux qu'il faut lutter, c'est le capitalisme qu'il faut abattre par la révolution.

De ce point de vue rien n'a changé aujourd'hui. L'ennemi des prolétaires n'est pas un nébuleux «terrorisme» dont il faudrait se protéger par des interventions militaires et des guerres (pendant des années selon le Premier ministre britannique Cameron) sur d'autres continents et par des mesures répressives ici ; c'est «eur» propre bourgeoisie, «leur» propre capitalisme, cent fois plus coupables et criminels que tous les «djihadistes» réunis. Depuis son apparition, le capitalisme a mis la planète à feu et à sang, semant la misère et la destruction pour satisfaire sa soif de profits, provoquant des morts par dizaines et dizaines de millions dans des guerres, tout en menant sans interruption une guerre sociale contre ses prolétaires. Aujourd'hui il leur inflige des politiques d'austérité, il les jette à la rue et les livre aux brutalités et crimes policiers, pour tenter de restaurer sa santé économique chancelante ; les appels à l'union nationale pour la guerre, ne sont que le pendant des appels à l'union nationale pour la guerre économique. Et si le prolétariat ne réussit pas à l'arrêter avant, le capitalisme plongera inévitablement l'humanité dans une troisième guerre mondiale, encore plus destructrice que les précédentes, pour surmonter ses contradictions internes qu'il a de plus en plus de difficultés à contrôler.

Pour l'arrêter, il n'existe qu'une seule voie, celle indiquée par le marxisme et par toute l'histoire du mouvement ouvrier: la voie de la reprise de la lutte de classe, de l'organisation indépendante de classe, de la **constitution du prolétariat en classe donc en parti** (*Le Manifeste Communiste*) pour diriger la lutte prolétarienne jusqu'à la victoire de la révolution communiste internationale et l'instauration du pouvoir dictatorial du prolétariat, étape nécessaire pour éradiquer le capitalisme mondial.

C'est cette voie qu'il faut préparer en commençant par refuser toute union nationale avec les capitalistes et leur Etat, tout sacrifice pour les intérêts de l'économie bourgeoise, toute renonciation à la défense exclusive des intérêts

prolétaires, tout appui aux interventions militaires, toute participation aux campagnes de mobilisation impérialistes, même et surtout quand elles se camouflent derrière des alibis «humanitaires».

**A bas la nouvelle intervention impérialiste au Moyen-Orient !
Non à l'unité nationale en soutien de l'impérialisme !
Pour la renaissance de la lutte de classe anticapitaliste !
Pour la révolution communiste internationale !**

5/10/2014

(1) La politique américaine est jusqu'ici la défense de l'unité irakienne ; c'est pourquoi ils s'opposent à l'évacuation du pétrole kurde par un oléoduc turc et à sa vente sur le marché mondial. Les intérêts turcs sont juste l'inverse.

(2) Les autorités françaises justifient aussi leur intervention militaire par le fait que des négociations sur de gros contrats d'armements sont en cours avec l'Arabie Saoudite. *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les marchands de canon* (Anatole France), disait-on déjà lors de la première guerre mondiale...

(3) Des groupes rebelles pourtant financés par les Américains ont condamné publiquement ces attaques. Quant à Al-Nosra, qui accuse ISIS de ne pas vraiment combattre le régime de Damas et de ne pas suivre avec suffisamment de rigueur les principes islamistes (!), il revendiquait d'être retiré de la liste américaine des organisations terroristes, c'est-à-dire d'être reconnu par les Etats-Unis.

**Nouveau massacre en Syrie après d'autres,
avec des armes chimiques ou
conventionnelles: les impérialistes attendent
l'occasion pour intervenir et ramener
la paix... des cimetières**

**Seule la reprise de la lutte de
classe révolutionnaire pourra
les arrêter et les vaincre !**

*(Prises de position sur www.pcint.org - 24.08.2013 / publié dans
«le prolétaire», N° 509, Oct.- Nov. - Déc. 2013)*

Cela fait maintenant plus de deux ans et demi que se déroule en Syrie une guerre civile entre forces bourgeoises – d'un côté le régime de Bachar Al-Assad soutenu par les impérialismes russe, chinois et le capitalisme iranien, et de l'autre des fractions bourgeoises soutenues plus ou moins ouvertement par les impérialismes américain et franco-anglais et voulant prendre sa place – qui se battent pour réorganiser un ordre capitaliste capable de faire face à une grave crise économique et à ses conséquences dans les rapports de force dans une région parmi les plus troublées de la planète .

Face au dit «printemps arabe», et particulièrement face aux grands mouvements des masses poussées par leurs conditions sociales à se révolter, les Démocraties occidentales ont salué la chute de Ben Ali et de Moubarak comme le début d'une ère nouvelle – une ère de démocratie et de progrès social pour les masses paysannes et prolétariennes d'Egypte et de Tunisie. Elles ont reconnu à contrecœur les nouveaux gouvernements, en comptant bien les plier aux exigences supérieures de l'impérialisme.

Si, devant la résistance du régime libyen aux pressions impérialistes des Etats-Unis, de la France et de la Grande Bretagne, les Démocraties occidentales ont mis sur pied une guerre « de libération » contre la « dictature de Kadhafi » dans l'espoir d'ouvrir aux grands capitaux occidentaux la possibilité de s'approprier plus facilement les richesses pétrolières ; si, devant les mouvements de protestation des masses en Arabie Saoudite, au Koweït et dans les Emirats, les Démocraties occidentales, étant donné la résistance des monarchies respectives, se sont simplement contentées d'observer la répression par la police et les forces militaires de ces pays, dans le cas de la Syrie leur attitude a été pour une longue période de temps, beaucoup plus prudente .

La capacité du clan Al-Assad de contrôler la situation avec son armée et sa police donnait aux impérialismes de l'Ouest et de l'Est l'impression que le mouvement de

révolte pourrait être contenu à l'intérieur des frontières syriennes. La Syrie constitue en effet un fragile point d'équilibre dans une région qui connaît déjà un foyer d'instabilité chronique en Irak après les ravages de la guerre anglo-américaine, et le risque de contagion des troubles aux pays voisins (du Liban à la Jordanie sans oublier la Turquie, ni même Israël) était trop élevé. Dans les faits, les impérialismes occidentaux et orientaux ont donné mandat au régime Baasiste et à ses généraux de rétablir l'ordre, l'ordre bourgeois et impérialiste ! Et cela derrière l'éceurant déferlement de propagande sur la démocratie violée, les «droits de l'homme» foulés au pied et le martyre de la population !

En écrasant la rébellion de la façon la plus brutale (selon les habitudes familiales) Bachar Al-Assad veut avant tout défendre les intérêts capitalistes de sa clique et ceux de ses alliés russes ; mais au fond il défend aussi les intérêts des impérialismes américains, français, anglais, allemands, italiens... sans oublier ceux d'Israël qui redoute l'apparition d'un nouveau foyer de troubles à l'une de ses frontières, après les incertitudes créées par la chute de Moubarak.

Les grandes puissances occidentales (les Etats-Unis au premier plan, mais suivis par la France et la Grande-Bretagne avec leur vieille tradition coloniale dans la région), qui ont tant fait pour renverser Kadhafi, n'ont jamais prêté une oreille attentive aux appels des «vrais démocrates» qui ont demandé à ces impérialismes, historiquement les plus cyniques et les plus meurtriers, d'«arrêter» Bachar Al-Assad après les massacres de Deraa, Homs, Hama et tant d'autres villes.

Les appels de l'ONU pour que s'arrête la guerre civile et que les combattants se retrouvent à la table des négociations ont obtenu le seul résultat que pouvaient obtenir ces phrases creuses, émises uniquement pour alimenter la propagande pacifiste et humanitaire, c'est-à-dire **rien**.

Les intérêts en jeu en Syrie sont plus complexes et plus vastes que les problèmes intérieurs au pays : il s'agit d'un nœud stratégique de première importance pour tous les acteurs de la guerre, ceux visibles au premier plan comme ceux qui manœuvrent en coulisse et qui, tous, se moquent du sort des populations. Iran, Turquie, Israël, Egypte, Arabie Saoudite, Qatar sont directement intéressés par ce qui se passe en Syrie : puissances régionales importantes, elles nourrissent des ambitions extra-nationales. Derrière elles et au dessus d'elles, se trouvent les puissances impérialistes de premier plan: d'abord les Etats-Unis et la Russie, puis la France et la Grande-Bretagne, et au deuxième et troisième plan, la Chine, l'Allemagne et l'Italie. Si on tire au canon à Damas, le coup retentit non seulement au Caire, à Tel Aviv, ou à Téhéran; on l'entend aussi à Washington et à Moscou, à Paris et à Londres, à Berlin et à Rome. Ceci vaut aujourd'hui pour les affrontements bourgeois, mais demain cela vaudra aussi pour la lutte prolétarienne de classe!

Les ébranlements provoqués par la crise économique dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ne pouvaient ouvrir d'un coup une nouvelle ère, comme le croyaient les démocrates endurcis. On peut constater la triste fin des «printemps arabes» dans l'aggravation de la situation en Tunisie où les prolétaires et les paysans pauvres n'ont tiré aucun avantage de la nouvelle démocratie; l'Egypte de ces dernières semaines avec les massacres commis par l'armée revenue au pouvoir (l'avait-elle jamais quitté?), en est une tragique confirmation.

Le talon de fer de la bourgeoisie n'est pas guidé par les «droits démocratiques», mais

par les intérêts capitalistes; plus la situation est «instable», et plus certaine est la répression contre tous ceux qui se mettent en travers d'eux. Les prolétaires qui sont la seule classe qui peut menacer le pouvoir de la bourgeoisie, ont, dans tous les pays, une seule voie pour résister à l'exploitation capitaliste et obtenir des conditions d'existence plus acceptables: la voie de la **lutte de classe** organisée indépendamment de toute force bourgeoise et de tout objectif bourgeois.

Ghouta, Zamalka: ce sont des banlieues de Damas qui, selon les services du régime, sont des fiefs des rebelles. Le 20 août ils ont été bombardés avec des obus contenant du gaz de combat (selon la CIA, la Syrie qui a récemment reconnu officiellement en posséder, en aurait plus de mille tonnes) (1). Il y aurait des centaines de morts, peut-être plus de mille, dont de nombreux enfants. Les vidéos et photos de la tuerie ont fait le tour du monde, «l'opinion publique» travaillée par les télévisions et les journaux, est horrifiée. La propagande démocratique hausse le ton, demandant à l'Europe d'arrêter les massacres de civils et à Obama d'être cohérent avec ses déclarations selon lesquelles l'usage des armes chimiques était une ligne rouge qui, si elle était franchie, justifierait une intervention militaire.

De son côté le gouvernement syrien affirme ne pas avoir utilisé de telles armes et il accuse une machination des rebelles; cela suffit à la Russie et à la Chine pour s'opposer, au conseil de sécurité de l'ONU, à toute initiative autre que le recours à la traditionnelle mission d'enquête pour vérifier ce qui s'est passé, tandis que les déclarations belliqueuses se multiplient dans les pays occidentaux. La palme revenant peut-être au grotesque Hollande déclarant que la France allait «punir» Bachar Al-Assad...

Ce cynique ballet sur un massacre comme c'est déjà arrivé mille fois par le passé, est une énième démonstration que ce qui est en jeu, ce sont exclusivement de sordides intérêts impérialistes; les marchands de canons, les capitalistes de choc, les dirigeants des grandes et petites puissances, ne sont mus que par le désir de préserver leurs affaires, leurs influences politiques et les rapports diplomatiques qui les protègent. Le ballet diplomatique, les motions à l'ONU, les déclarations de tribunes n'ont but que de tromper les masses massacrées dans les pays en guerre et de duper les prolétaires des pays impérialistes, en faisant croire que l'activité diplomatique pourrait arrêter les tueries. Mais depuis la fin de la guerre mondiale un flot ininterrompu de sang a caractérisé la «paix» impérialiste (qui comme le disait Lénine, n'est qu'une *trêve* entre deux guerres).

Pour les prolétaires et les paysans pauvres de Syrie, le remplacement de Bachar Al-Assad par un autre représentant du capitalisme local ou par un fantôme de l'impérialisme, ne changerait rien: l'inexorable et cynique machine du pouvoir bourgeois continuera à opprimer et écraser les masses exploitées. Même si, comme en Egypte, après des années de «dictature», des élections «démocratiques» étaient enfin organisées, la situation fondamentale des prolétaires et des masses pauvres ne changerait pas davantage: après avoir mis un bulletin dans l'urne, ils retourneraient à leur vie de paria, voués à mourir de faim, au travail ou sous les balles.

Aujourd'hui en Syrie comme en Europe ou en Amérique, le prolétariat est inerte, encore incapable de s'organiser sur le terrain de classe et de lutter vigoureusement pour ses propres intérêts.

Si les prolétaires des pays impérialistes étaient organisés sur des bases de classe

et sous la direction de leur propre parti de classe, leur solidarité avec les populations massacrées en Syrie s'exprimerait avant tout par la **lutte contre leur propre bourgeoisie** – même si celle-ci n'avait pas encore décidé d'intervenir militairement. Cette lutte donnerait confiance aux prolétaires syriens, les poussant à s'organiser eux aussi sur des bases de classe.

Les prolétaires européens, américains, russes ou chinois, sont encore bien loin de cet objectif, ce qui laisse les prolétaires syriens, comme les prolétaires égyptiens, kurdes ou irakiens, seuls, face à leurs bourreaux nationaux et leurs parrains impérialistes. Les prolétaires européens ou américains, russes ou chinois sont eux aussi seuls et complètement entre les mains de leurs bourgeoisies et de ses laquais collaborationnistes: le sort des prolétaires, s'ils ne luttent pas avec des méthodes et des objectifs de classe, est le même partout.

Mais les terribles secousses de la crise commencent à avoir quelques effets: en Egypte les prolétaires dans beaucoup d'endroits ont eu la force de faire grève et de s'organiser en dehors du contrôle des syndicats officiels. Si limité qu'il soit, il s'agit là d'un premier pas sur la voie de la reprise de la **lutte de classe**.

C'est en suivant cette voie que les prolétaires pourront s'apercevoir que la lutte pour les revendications économiques n'est qu'un premier niveau, insuffisant pour résoudre les problèmes sociaux fondamentaux; l'amplification de la lutte de classe, les réactions de la bourgeoisie et de son Etat leur feront comprendre que la question centrale est celle du pouvoir politique: **dictature de la bourgeoisie**, ou **dictature du prolétariat!**

Alors les indications du parti de classe, du parti communiste révolutionnaire, seront comprises et reprises par les grandes masses qui semblent aujourd'hui à mille lieux de seulement croire qu'il leur est possible de remettre en cause le système capitaliste.

La bourgeoisie mène en permanence une lutte de classe contre le prolétariat; celui-ci arrivera inévitablement à comprendre qu'il lui faut à son tour se lancer dans sa lutte de classe révolutionnaire, seule perspective qui fait trembler la bourgeoisie car elle a pour objectif le renversement de son pouvoir et la fin de son système économique.

Aujourd'hui ce sont les prolétaires qui tremblent devant les coups qu'assène la bourgeoisie à leurs conditions de vie et de travail, devant la répression et les massacres qu'elle leur inflige.

Demain, face au prolétariat révolutionnaire, organisé et dirigé par son parti de classe, ce seront les bourgeois, à Damas comme à Berlin, au Caire comme à Paris ou à Washington, à Téhéran comme à Moscou ou à Pékin, qui trembleront comme ils ont tremblé en 1917 non seulement à Petrograd, mais dans toutes les capitales d'Europe et du monde!

24/8/2013

(1) cf La Repubblica, 22/8/2013

La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres !

(*Prises de position sur www.pcint.org - 22.04.2011*)

Le président Bachar El-Assad s'est lourdement trompé s'il pensait arrêter les manifestations de protestation en usant du bâton et de la carotte; ni la répression policière, ni l'annonce de réformes n'ont suffi à briser le mouvement.

Les accusations selon lesquelles des puissances étrangères incitent et dirigent les mouvements contre le régime baasiste des El-Assad pourraient bien n'être pas dénuées de fondement, à la différence de la propagande d'un Kadhafi prétendant qu'Al Quaida organise la révolte en Libye. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'impérialisme américain, en liaison avec les aspirations d'Israël à dominer la région, essaye de trouver des points d'appui dans l'opposition en Syrie.

Mais la situation actuelle dans toute l'aire nord-africaine et moyen-orientale n'est évidemment pas le résultat de manoeuvres des impérialistes américains, anglais, français ou israéliens. C'est la **crise économique**, précipitant les larges masses dans une misère terrible, conjuguée à une insupportable oppression policière et dictatoriale, qui a causé l'aggravation des tensions jusqu'à provoquer les explosions dans toute la région.

Pendant des dizaines d'années, les régimes autoritaires en place ont maintenu l'ordre capitaliste et, au delà de leurs alliances opposées, assuré le contrôle impérialiste de cette zone troublée, par la répression brutale de toute contestation et de toute lutte interne.

Les fractions bourgeoises qui, en Tunisie, en Egypte, en Libye, prennent la relève des fractions liées aux Ben Ali, Mubarak et Kadhafi, récoltent inévitablement les fruits d'une révolte qui a éveillé les plus larges masses à une activité sociale et politique qui leur était complètement interdite il y a quelques mois encore.

Inévitablement, parce que le mouvement de révolte des prolétaires et des masses prolétarisées de ces pays n'a pas eu à sa tête ni le parti de classe révolutionnaire, ni même des partis et organisations immédiates structurées selon les principes de la démocratie bourgeoise. Le parti de classe n'existe pas aujourd'hui sinon sous une forme embryonnaire privée de toute influence; en outre, sans la reprise de la lutte de classe prolétarienne, il serait impossible au parti de prendre la tête du mouvement social et de modifier les rapports de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Deux éléments essentiels sont nécessaires pour la formation du **parti de classe, communiste donc international**: la **restauration de la théorie marxiste**, falsifiée et

détruite par le stalinisme et ses héritiers, qui a été accomplie par la Gauche Communiste dans le second après-guerre; et la **reprise à grande échelle de la lutte prolétarienne organisée**, qui tarde toujours mais qui réapparaîtra inévitablement étant donné les attaques que le capitalisme mondial, en proie à des difficultés croissantes, inflige aux prolétaires, les obligeant à se défendre y compris pour les revendications élémentaires de vie et de travail. Ce sont précisément ces attaques qui sont à la base des luttes sociales dans les pays arabes et qui font qu'aucun pays n'en est à l'abri.

* * *

Un vieux dicton de la diplomatie internationale disait qu'au Moyen-Orient *on ne fait pas la guerre sans l'Egypte et on ne fait pas la paix sans la Syrie*. Cela signifie que la Syrie, de par son histoire, sa position géographique et ses caractéristiques multiconfessionnelles, joue un rôle important dans les équilibres régionaux. La Syrie n'a pas beaucoup de pétrole ni de gaz, elle n'a pas de matières premières précieuses pour l'économie capitaliste internationale; mais elle a une **importance stratégique** : la stabilité politique et sociale de la Syrie contribue au contrôle des agitations sociales, politiques et militaires au Moyen-Orient, alors que son instabilité accroît les risques d'instabilité dans toute la région. Les Etats-Unis et les autres impérialismes occidentaux, qui critiquent ses liens avec l'Iran, sont bien conscients de sa valeur stratégique; l'extension du mouvement de protestations parti de Deraa aux plus grandes villes du pays et même à Damas, risquant de se transformer en révolte à la libyenne, répand l'alarme dans les chancelleries impérialistes.

Les avertissements lancés à plusieurs reprises par Obama à Bachar el Assad d'arrêter la répression contre des manifestants pacifiques peut difficilement être suivi de décisions semblables à celles prises à l'encontre de Kadhafi. L'intervention militaire en Libye s'enlise actuellement dans un siège qui ne laisse rien présager de bon pour les populations civiles qui vont continuer à tomber sous les coups des troupes de Kadhafi ou des «frappes amies». C'est pourquoi les impérialismes occidentaux ne seraient finalement pas si mécontents de voir le régime Baasiste mener sa sanglante répression contre les masses et la paix des cimetières s'installer en Syrie.

Le gouvernement français qui a amorcé un rapprochement avec le régime syrien depuis l'élection de Sarkozy, reste **le plus silencieux possible**. Quant à l'impérialisme américain qui finance à coups de millions de dollars l'opposition syrienne, il aurait même tout avantage à laisser un régime détesté par son peuple se salir les mains : la «démocratie» étasunienne y gagnerait en prestige et légitimité.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de doute qu'en Syrie l'ordre établi, représenté depuis 45 ans par le régime dictatorial des El Assad, sera défendu avec férocité. Si le massacre des civils a toujours été une arme des pouvoirs dictatoriaux, il est également bon pour l'impérialisme, «ami» ou «ennemi», que les rébellions soient contenues et que le talon de fer de l'Etat maintienne les masses dans la domination.

Aujourd'hui ce n'est pas le prolétariat qui est à l'avant-garde du mouvement social en Syrie; il semble même qu'il reste pour le moment relativement en marge des protestations dont les protagonistes sont les couches de la petite et moyenne bourgeoisie recueillant le soutien des masses paysannes. Cela n'empêche pas, qu'outre les revendications de démocratie, de lutte contre la corruption et les

privilèges du clan au pouvoir, de suppression de la loi d'urgence, des tribunaux spéciaux et de libération des prisonniers, sont également apparues des revendications d'**augmentation des salaires**, d'institution d'un **revenu minimum pour les chômeurs**, de **baisse des taxes**, de **liberté d'organisation et de manifestation** : toutes revendications qui intéressent directement les prolétaires.

La répression violente des manifestations du 15 mars a été suivie par la répression encore plus violente des manifestations du vendredi 22 avril : plus de 70 morts, des centaines de blessés et d'arrestations. Lundi le régime a fait appel à des milliers de soldats pour rétablir son autorité à Deraa ; des centaines d'arrestations ont eu lieu dans tout le pays : il s'agit clairement de terroriser la population...

Le grand mot d'ordre des manifestations en Syrie où protestent ensemble Arabes et Kurdes, musulmans et chrétiens est: changement démocratique ! Comme en Tunisie, en Egypte, en Libye et ailleurs, la spontanéité généreuse des masses ouvre la voie aux grandes illusions de la démocratie bourgeoise.

Mais le changement démocratique en Tunisie et en Egypte a déjà démontré que rien ne va réellement changer pour les masses prolétarisées ; quand elles demandent que ce changement aille plus loin que ne veulent les nouveaux dirigeants, elles se heurtent à la violence répressive. La répression sera peut-être un peu moins féroce, la police aura peut-être un peu moins «les mains libres», la corruption sera peut-être un peu moins présente, mais les prolétaires et les paysans pauvres continueront à se tuer au travail quand ils en trouvent, toujours menacés par la faim, le chômage et la misère.

La seule voie pour sortir des griffes du système économique et politique existant n'est pas celle des élections libres, de l'Assemblée constituante, d'un système judiciaire indépendant ; ni celle d'un nationalisme populaire où les différences entre les classes seraient confondues dans un mélange utile seulement à la classe bourgeoise dirigeante ; elle commence par la reconnaissance de l'antagonisme irréconciliable entre classes laborieuses et classes possédantes, entre prolétaires et propriétaires des moyens de production, des ressources minières, de la terre et de façon générale de la richesse sociale produite par le travail salarié.

La seule voie est celle de la **lutte de classe contre toutes les oppressions**, qu'elles soient salariale, nationale, religieuse, raciale, sexuelle, contre toutes les répressions. Elle passe par l'**organisation indépendante de la lutte ouvrière** sur le plan de la défense immédiate, par la **solidarité prolétarienne** de classe, par la constitution du **parti prolétarien**, le **parti communiste révolutionnaire**.

Toutes les autres alternatives, démocratiques, populaires ou religieuses, ne peuvent aboutir à autre chose qu'au maintien de la domination de la bourgeoisie et du capitalisme.

25/4/2011

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

Table des matières

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



Invariance du marxisme

Table des matières

- Introduction
- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

(Brochure A5, 60 pages, décembre 2009, Prix: 2 Euros, 4 FS)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
 - Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
 - Le programme révolutionnaire immédiat

33

La Commune a été grande par ce qu'elle fut contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

Table des matières

- Introduction
- La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit. («programme communiste» n° 51-52; Avril-Septembre 1974)
- Léon Trotsky. Les leçons de la Commune. (Zlatoust, 4 février 1921)
- Amadeo Bordiga. De la Commune à la Troisième Internationale. («L'Unità», 29 mars 1924)
- Karl Marx. La guerre civile en France. (Texte adopté et diffusé par l'Association Internationale des Travailleurs, Londres, le 30 mai 1871 - Extraits)
- Karl Marx. Lettre à Kugelmann. (Londres, le 12 avril 1871 - Extraits)
- V. Lénine. L'Etat et la Révolution. (1902 - Extraits)



(Brochure «le prolétaire», Août 2011, format A5, 76 pages, Prix: 2 €)

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

COMMANDES

À NOTRE ADRESSE :

Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon
Cedex 07 (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS
(tarif économique: 50% en sus; prioritaire: nous consulter)

PAIEMENT:

Par mandat ou chèque à l'ordre de:
DESSUS (sans autre mention), à en-

voyer à notre adresse de Lyon, ci-dessus.

AVERTISSEMENT:

- les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.

- les prix directement imprimés sur les brochures, journaux et livres, compte tenu de la date d'édition parfois ancienne, ne font pas toujours foi.

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.